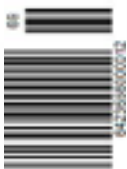


REGARD

regard.ro



Les Roumains vivent-ils mieux ?





Regard 69 15 mars - 15 mai 2015

RENCONTRE

Ilie Năstase 4

SOCIETE

Tenir la garde 8
L'or vert du Delta 10
Ils sont tombés 13

A LA UNE

Les Roumains vivent-ils mieux ? 24

ECONOMIE

Au secours des vieux jours 40
Et 2015 ? 44
L'ombre chinoise 48

HORS FRONTIERES

Quand les stylos tremblent 54
Pour une langue qui s'affirme 58
Le passé présent 60

CULTURE

Cafékultour 64
Déjà un classique 68
Trait libre 70

REPRENDRE PIED

Etre journaliste, c'est d'abord observer, écouter et comprendre. Puis transcrire de la façon la plus claire, limpide, honnête et humble ce qu'on a vu et entendu. La noblesse de ce métier, s'il en reste, est là. C'est la liberté à défendre avant toutes les autres : celle d'être simplement journaliste. Au-delà des drames, au-delà de ce récent attentat innommable. Ce n'est pas tant la liberté de s'exprimer qui est en péril, mais l'existence même de la profession. Le foisonnement de subjectivités diffusées par de multiples canaux et sous les formats les plus divers font que le journaliste est en train de se noyer. Et au lieu de reprendre pied, de proposer autre chose, la plupart des médias s'entêtent à suivre aveuglément ce que disent et dictent les petites têtes capricieuses de la Silicon Valley. Qui ne laissent plus le temps. Le temps d'enquêter, de prendre du recul, ni même de se relire. Parce que tout le monde est devenu journaliste, en quelque sorte, et qu'il faut suivre le rythme. Cela a du bon, et du très mauvais. Du bon parce que le citoyen a davantage la possibilité de s'exprimer à n'importe quel moment, les médias traditionnels ne sont plus la seule voix. Et du très mauvais parce qu'une certaine objectivité et une certaine façon d'informer ce même citoyen se perdent. Une façon qui lui permet notamment d'exercer ses différents rôles au sein de la société avec confiance et intégrité. Noyée, la presse ne se vend plus, elle est dénigrée au profit du toujours plus vite et concis. Heureusement, il y a quelques lueurs persistantes. Il reste des lecteurs qui prennent le temps d'acheter un journal ou une revue. Il reste des entités privées ou publiques qui comprennent que leur apport à un média indépendant dans sa ligne éditoriale est également gage de crédibilité pour elles-mêmes. L'indépendance pour la crédibilité. La noblesse du métier de journaliste, s'il en reste, est aussi là.

Laurent Couderc

Couverture : Sorina Vasilescu

Rapide, félin et racé sur le court, Ilie Năstase, aujourd'hui 68 ans, est un chapitre à part de l'histoire du tennis. Premier numéro mondial de l'histoire de l'ATP en 1972, « Nasty » le magicien était aussi cabotin et une vraie bête de scène. Romans, chansonnettes, politique, l'éternel séducteur a toujours eu plus d'un tour dans son sac.

ILIE, *tout en toucher*

Regard : Comment avez-vous commencé le tennis ?

Ilie Năstase : Mon frère jouait depuis longtemps, il avait 18 ans quand j'ai commencé, à 5 ans. Il a joué en Coupe Davis avec Ion Țiriac dans les années 1960. On vivait dans un club à Bucarest, au stade Progresul, dans le quartier Cotroceni. Le tennis a toujours été dans notre maison, il y avait des raquettes et des balles partout. Et pour rentrer chez moi, je devais traverser les courts. Avant mes 20 ans, je disputais déjà des tournois régionaux, en Pologne, en Grèce, en Hongrie, etc. Mais pour les gros tournois à l'étranger, c'était plus difficile. A l'époque, il était plus dur de se faire connaître.

Il y avait beaucoup de bons joueurs en Roumanie ?

Oui, mais la plupart jouaient dans la région et donc personne ne les connaissait. Je me suis fait remarquer lors d'un match de Coupe Davis entre la France et la Roumanie, en 1966. On m'a alors invité à Roland Garros. J'y ai disputé la finale du double avec Țiriac. En simple, j'ai passé

trois tours, c'était parti... Le tennis professionnel n'a cependant commencé qu'en 1968. Avant ça, il y avait les amateurs d'un côté et les professionnels de l'autre. Les meilleurs, qui n'étaient que 12 ou 16, ne jouaient pas contre les autres. Presque tout le monde était donc dans la même catégorie et le niveau général a ainsi pu augmenter. Vous savez, à l'époque, on jouait pour le titre et la gloire, c'était à peu près tout. On était loin d'imaginer qu'il y aurait un jour tant d'argent dans le tennis. Mais déjà, un sacré écart nous séparait de la génération précédente. Nous, on a commencé à faire un peu d'argent. Même si les sommes remportées étaient modiques. Il n'y avait pas de sponsors, ni de télévisions, ni tous ces entraîneurs, ces managers ou ces nutritionnistes. Quand on perdait un match, au final, ce n'était pas la fin du monde. Les sponsors sont apparus dans les années 1970 avec la banque BNP notamment, à Roland Garros, en 1972. Ce fut la même chose pour les autres Grands Chelems. Puis les télévisions sont arrivées.

Vous avez été le premier sportif à être sponsorisé par Nike...

Effectivement, toujours en 1972. J'étais aux Etats-Unis, dans le Maryland. Phil Knight (fondateur et ancien PDG de la célèbre marque, ndlr) est venu me voir et m'a proposé de jouer avec une paire de Nike. Il les faisait venir du Japon. J'ai joué un an avec puis j'ai convaincu Jimmy Connors de les porter lui aussi, et ainsi de suite. Aujourd'hui, il paraît que j'ai une statue à Portland où se trouve la société Nike. Phil Knight connaissait très bien le sport, il était coureur de demi-fond, il savait ce qu'il faisait.

Vous viviez aux Etats-Unis à l'époque ?

J'ai vécu douze ans à New York, jusqu'en 1996, puis je suis retourné en Roumanie. Avant les Etats-Unis, j'ai longtemps vécu en France, tous mes enfants y sont nés d'ailleurs. Aujourd'hui, ils vivent un peu partout, au Canada, à New York, et ici, en Roumanie. J'ai aussi vécu en Belgique, ma première femme étant belge. Quand je suis revenu à Bucarest, je me suis présenté aux municipales, mais j'ai perdu, alors j'ai décidé de prendre en main la fédération. J'y

Ilie Năstase reçoit chez lui, au milieu de ses trophées, photographies, et de sa collection d'affiches de Roland Garros. Le désormais sénateur, éternelle idole du tennis roumain et mondial, revient sur une carrière riche en péripéties et partage cinquante ans d'histoire de son sport. Des courts de tennis du club Progresul à Bucarest aux plus grandes arènes.

suis resté douze ans, avant de démissionner en 2008. Avec Tîriac, on a réussi à changer l'image de ce sport, et à attirer beaucoup de sponsors. On a aussi encouragé la création de tournois pour que les jeunes jouent. Simona Halep a commencé comme ça. Les jeunes tournaient dans le pays pour accumuler des points, cela leur évitait de partir systématiquement à l'étranger.

« *On vivait dans un club à Bucarest, au stade Progresul, dans le quartier Cotroceni. Le tennis a toujours été dans notre maison, il y avait des raquettes et des balles partout*

Vous avez joué jusqu'au milieu des années 1980 à un haut niveau...

J'ai joué jusqu'en 1984, j'ai arrêté à 38 ans. Mon dernier match a eu lieu ici en 1984 en Coupe Davis, contre les Etats-Unis et Connors.

Ce n'était pas trop dur à cet âge-là ?

Si, bien sûr, mais j'ai voulu tenir pour pouvoir jouer la Coupe Davis pour mon pays. J'étais toujours le numéro 1 ou le numéro 2 roumain dans ces années-là, il était important que je joue. Dans l'histoire de la Coupe, je suis deuxième au nombre de matchs joués après l'Italien Nicola Pietrangeli qui a joué jusqu'à 40 ans. J'ai 152 de matchs au compteur, lui 155, je crois.

Vous jouez encore ?

Oui, de temps en temps, avec mes amis. Pour le circuit vétérans, il y a une limite. On ne peut pas jouer au-delà de 62 ans.

Il y a aujourd'hui de nombreux clubs de tennis à Bucarest...

Des privés ont investi dans ce sport. Cela a pris de l'ampleur dans les

années 1990. Le revers de la médaille, c'est que généralement ils ne font pas d'initiation pour les jeunes, il s'agit juste de location de courts. Au final, cela bénéficie surtout aux jeunes dont les parents ont de l'argent. S'ils sont affiliés à la Fédération, tous ces clubs sont privés. Normalement, ils devraient faire de la formation, dans une certaine mesure, mais ils ne le font pas, et on ne peut pas le leur imposer. Quoi qu'il en soit, au final l'important est que les gens puissent jouer au tennis et que ce sport soit mis en avant.

Quel a été votre adversaire le plus coriace ?

Il y en a eu beaucoup, Laver, Rosewall, Arthur Ashe, Connors, Stan Smith... Peut-être qu'à mon époque, il y avait davantage de grands champions. Aujourd'hui, il ne sont que trois ou quatre. Mais on ne peut pas vraiment comparer les joueurs et les époques. Sampras a été le meilleur à un moment donné, pareil pour Borg. Chacun a fait son temps. Ceci étant, si on devait vraiment faire un classement, le mieux serait d'après moi de prendre en compte le nombre de Grands Chelems remportés.

Quel est le plus grand moment de votre carrière ?

Quand on est sur le circuit, on n'apprécie pas les choses à leur juste valeur. On joue, c'est tout. Aujourd'hui, mon plus beau souvenir ? ... J'ai toujours beaucoup apprécié Roland Garros et vu que j'ai gagné là-bas... J'ai commencé sur terre battue, c'était le tournoi qui me correspondait le mieux.

Le tennis d'aujourd'hui vous plaît-il ?

Cela doit être extraordinaire de jouer comme les meilleurs actuels. Si on avait eu nous aussi des raquettes en métal dans les années 1970, on aurait sans doute joué un autre tennis. Il y aura sûrement des raquettes d'un nouveau genre un jour, et la



balle ira encore plus vite. Paradoxalement, je sers aujourd'hui plus fort que lorsque j'étais numéro un mondial (sourire...). Pour revenir à votre question, j'aime évidemment le tennis actuel, même si les joueurs ne peuvent plus se permettre de faire le spectacle tout en étant performant. Physiquement, ce n'est plus du tout la même approche. Avant, on ne faisait pas beaucoup d'aces, on gagnait davantage dans le jeu. Les joueurs sont désormais plus grands,



plus puissants, et sont davantage préparés. Techniquement par contre, je dirais que cela n'a pas forcément évolué. Mais je trouve que les règlements sont devenus trop stricts. Au moindre écart, à la moindre grimace, les joueurs sont pénalisés. Cela modifie leur façon d'être sur le court. Et c'est un problème, d'après moi, on devrait être plus flexible. Aujourd'hui, les joueurs n'expriment plus grand-chose, les amendes sont trop élevées. Au service, s'il ne joue

pas dans les 25 secondes, le joueur reçoit un avertissement. Il y a tellement de bêtises qui n'existaient pas de mon temps.

Certains disent que des joueurs comme vous auraient pu avoir de meilleures carrières s'ils avaient mieux contrôlé leurs émotions. Que leur répondez-vous ?

Que chacun sait ce qui est bien pour lui. Moi, c'était mon style, mon

tempérament. Il n'y avait aucune différence à l'entraînement : je me comportais de la même façon. Ce n'était pas prémédité ou pour nuire aux autres. Sinon, j'aurais fait ça à chaque fois, et j'aurais gagné à tous les coups (rire...). C'est comme ça que j'aimais jouer, et c'était donc ce qui pouvait m'arriver de mieux, finalement.

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photos : Mihai Barbu

En pleine crise ukrainienne, la Roumanie est plus que jamais attentive à son armée et à sa position au sein de l'Otan.

TENIR LA GARDE



CE FUT L'UNE DES PREMIERES décisions du président Klaus Iohannis depuis son entrée en fonction en décembre dernier : début janvier, les partis parlementaires ont été réunis à son initiative pour discuter du budget de l'armée. Un consensus a été trouvé autour de son augmentation à 2% du Produit intérieur brut (PIB) d'ici 2017, et du maintien de ce pourcentage pendant au moins dix ans. « *Nous ne devons pas attendre que d'autres assurent notre sécurité* », a alors déclaré le président.

A l'heure actuelle, la Roumanie consacre environ 1,5% de son PIB à sa défense. « *80% de ce budget sert à payer les salaires, et 20% sont utilisés pour l'entraînement des militaires et les acquisitions de matériel*, détaille Iulian

Chifu, professeur à l'Ecole nationale d'études politiques et d'administration et ancien conseiller présidentiel. *L'augmentation du budget à 2% du PIB permettrait de ne consacrer plus que 40% pour les salaires, et d'offrir 30% pour l'entraînement et 30% pour l'acquisition de matériel.* » L'intérêt d'améliorer les capacités militaires ne date toutefois pas d'hier. Certes, la crise ukrainienne a joué un rôle d'accélérateur, mais la volonté de Bucarest de donner les moyens nécessaires à son armée existe depuis plus de dix ans. « *L'objectif des 2% du PIB avait été demandé par l'Otan* dans les négociations qui ont précédé l'entrée de notre pays au sein de l'Alliance en 2004*, confirme M. Chifu. *Et nous aurions pu l'atteindre si la crise économique n'était pas passée par là.* »

L'armée roumaine compte environ 90 000 hommes ; le tiers a été impliqué au moins une fois dans des opérations extérieures aux côtés de l'Otan et/ou de l'Union européenne. Cette configuration lui permet d'avoir une partie de ses militaires très bien préparés et habitués aux conflits actuels, une qualité largement reconnue par ses alliés – même si le reste de son armée, sous-équipé, reste dans les casernes. La participation de la Roumanie à la nouvelle mission de l'Otan en Afghanistan, qui a débuté le 1er janvier, comptera plusieurs milliers d'hommes sur un total de 12 000 militaires. L'armée roumaine aura notamment la responsabilité de la sécurité l'aéroport de Kandahar, un point stratégique pour l'Otan.

« *La Roumanie est un allié fidèle et solide* », a déclaré à la mi-janvier le nouveau secrétaire général de l'Otan, le Suédois Jens Stoltenberg. Avant d'ajouter : « *J'ai été impressionné par le professionnalisme et le dévouement des soldats roumains que j'ai rencontrés à Kandahar.* » L'armée roumaine n'est toutefois pas exempte de faiblesses : les équipements dont elle dispose sont anciens, hérités pour la plupart de la période communiste et en partie modernisés dans les années 1990. Certains programmes d'acquisitions ont été approuvés, comme l'achat de douze avions de combat F16 d'occasion pour 628 millions d'euros. Mais les besoins restent importants.

Et la crise ukrainienne pousse à redoubler d'efforts... « *Nous avons peur d'une agression russe et nous voulons consolider notre armée pour protéger nos frontières*, affirme sans détour Iulian Fota, ancien conseiller

présidentiel pour la Défense. *La guerre de Géorgie, en 2008, a signifié pour nous la fin des vacances. D'un point de vue géostratégique, nous étions tranquilles depuis la chute de l'Union soviétique. Avec l'annexion de la Crimée, nous ne sommes désormais plus sûrs de rien.* »

« *J'ai été impressionné par le professionnalisme et le dévouement des soldats roumains que j'ai rencontrés à Kandahar*

Ceci étant, l'implication de l'Otan peut rassurer la Roumanie face à d'éventuelles agressions. Les éléments essentiels du bouclier antimissile américain, les intercepteurs, sont en train d'être construits dans le sud du pays (puis en Pologne), et devraient être opérationnels cette année sur le site de Deveselu. Par ailleurs, le plan d'action « réactivité » de l'Otan, qui a été

décidé lors du sommet de l'Alliance au Pays de Galles en septembre dernier, est clairement destiné à répondre aux défis posés par la Russie. Il s'agit « *du plus important renforcement de notre défense collective depuis la fin de la guerre froide* », a récemment déclaré Jens Stoltenberg. Il se traduira pour la Roumanie par la création de deux nouveaux centres de commandement de l'Otan sur son territoire.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

* L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan), alliance politico-militaire rassemblant de nombreux pays occidentaux, est née le 4 avril 1949. Sa vocation première, après la Seconde Guerre mondiale, était d'assurer la paix en Europe. Ses missions se sont depuis élargies en dehors de l'espace européen.

Forza DNA

« *2014 a été une année unique, jamais autant de dossiers pénaux n'ont été résolus, et jamais en un an il n'y a eu en Roumanie autant de condamnations et de dignitaires de haut rang inquiétés par la justice* », souligne Laura Codruța Kövesi, la patronne de la Direction nationale anti-corruption (DNA). Plus de 1 100 individus sont en ce moment poursuivis, et environ 1 130 ont déjà été condamnés à de la prison ferme. Des propriétés et des comptes d'une valeur totale de plus de 300 millions d'euros ont été mis sous séquestre. Cependant, le recouvrement de l'ensemble des préjudices portés à l'Etat reste un problème majeur. Seuls 10% ont été récupérés, pourcentage qualifié d'« *inacceptable* » par le président Klaus Iohannis. Mais l'année 2015 a commencé en force ; d'Adriean Videanu, ancien maire de Bucarest et ex-ministre de l'Economie à Iulian Hertanu, homme d'affaires et beau-frère du Premier ministre Victor Ponta, en passant par Elena Udrea, ancienne ministre et ex-candidate à la présidence, tous poursuivis et arrêtés, les têtes n'ont pas fini de tomber. Et quand on demande à Mme Kövesi si la justice n'y va pas un peu trop fort, elle répond qu'« *il faut savoir ce qu'on veut, des procureurs qui mènent leurs enquêtes jusqu'au bout ou pas* ». Carmen Constantin. Photo : Mediafax



Laura Codruța Kövesi, procureur en chef de la Direction nationale anti-corruption.

La Roumanie est le premier producteur européen de roseaux, principalement exportés vers l'Ouest où ils recouvrent les toits de maisons écologiques. Reportage en pleine récolte, au cœur du Delta.

L'OR VERT DU DELTA



Dans la Réserve de la biosphère du delta du Danube, les champs de roseaux s'étendent à perte de vue. Cent soixante-dix mille hectares sont recouverts par cette plante, soit la plus grande étendue compacte du monde. Le roseau n'a pas besoin d'être entretenu pendant sa croissance, il pousse pratiquement tout seul. Mais il lui faut la main de l'homme pour se régénérer. Tous les ans, entre le 15 novembre et le 15 mars, avant le retour des oiseaux migrateurs qui y feront leur nid, les champs de roseaux sont brûlés ou récoltés.

D'origine saxonne mais habitant en Allemagne, Octavian Popa (photo) s'est lancé dans le commerce des roseaux après avoir constaté l'attrait des Européens de l'ouest pour la construction de maisons à basse consommation d'énergie. « Dans les pays nordiques, aux Pays-bas et en Allemagne notamment, le roseau est très recherché pour la construction des toits en chaume. C'est un très bon isolant, explique-t-il, alors qu'ici, ce matériel rustique a mauvaise réputation, il est encore la marque de la pauvreté. »



En 1996, Octavian Popa a racheté l'ancienne entreprise d'Etat de Tulcea qui exploitait les roseaux sous le communisme. Tel un pionnier de l'est roumain, il a fait de Stuf Production le plus gros producteur du pays, et l'une des sociétés les plus rentables de la région. La récolte est strictement réglementée par l'Administration de la réserve, et se vend cher à l'exportation : environ 67 euros par m2 de toiture. L'année dernière, toute la production d'Octavian – soit 7 000 tonnes – est partie à l'étranger.



Entre Sfântu Gheorghe et Sulina, face à la mer Noire, une énorme machine coupe les roseaux dans un vacarme assourdissant. Si aujourd'hui l'outillage est spécialement conçu pour ne pas abîmer les plantes, il n'en était pas de même sous Ceaușescu. « On devait atteindre 400 000 tonnes par an, se rappelle Dan Băltăneanu, l'ancien directeur de la coopérative communiste, donc on ne prenait pas soin des roseaux et les chenilles en fer des machines détruisaient les rhizomes. » C'était aussi une époque où la demande en roseaux était très forte ; l'entreprise publique devait alimenter l'usine de fabrication de papier de Brăila, qui a fermé depuis. « Maintenant, on importe du papier au lieu d'en produire, se désole l'homme de 80 ans. Le potentiel du Delta n'est pas assez exploité, on pourrait produire jusqu'à 1,5 million de tonnes de roseaux par an... »





Pour la poignée d'hommes qui travaillent ici, les conditions sont rudes. La plupart sont des Lipovènes originaires des villages alentours. Pendant la récolte hivernale, loin de leurs familles, ils habitent sur leur lieu de travail, dans des bateaux-dortoirs amarrés aux pontons qui bordent les canaux du Danube.

Au sud de la réserve, à côté du lac Nuntași, la récolte se fait à la main. Une dizaine d'ouvriers, les pieds dans l'eau gelée, coupe les roseaux à la serpe. Mariana (photo), avec ses ongles peints et sa gouaille, ne passe pas inaperçue. A 32 ans, cela fait déjà dix ans qu'elle travaille pour M. Popa... *« Qu'on aime ou pas notre travail, cela n'a pas d'importance, car dans la région, c'est très difficile. À part la pêche, il n'y a rien d'autre, et encore, il faut obtenir un permis. »* Octavian Popa emploie 500 personnes l'hiver et 250 le reste de l'année. Pour beaucoup, travailler dans le roseau est la seule alternative à la pêche ou au tourisme.



Les toits en chaume sont loin de provoquer l'engouement des ouvriers, qui préfèrent la tôle ou les tuiles. Et ce bien que chaque famille habitant le Delta ait le droit de récolter cinq tonnes de roseaux pour son usage personnel. Néanmoins, M. Popa observe un changement de mentalité... *« L'Union européenne a mis en place des fonds d'aide pour promouvoir le tourisme vert, car en Roumanie on est encore à la traîne dans ce domaine, dit-il. Dans le Delta, il y a maintenant de plus en plus d'hôtels et de maisons d'hôtes dont les toits sont faits en roseaux. Cela s'intègre tellement mieux dans le paysage... ».*

Texte et photos : Julia Beurq

Les affaires de corruption et les incarcérations visant de hauts responsables politiques se sont enchaînées ces derniers mois. Au-delà de l'appât du gain, comment expliquer le phénomène ? Que se passe-t-il dans la tête de ces corrompus ? Quelques éléments de réponse avec la psychologue experte judiciaire Ana Petrescu.

ILS SONT TOMBÉS

Regard : Quels sont les mécanismes psychiques à l'origine de la corruption ?

Ana Petrescu : Il y en a effectivement plusieurs. Quand on parle de corruption, on fait implicitement référence à des buts, des besoins, des tentations, de la vulnérabilité, de l'immaturité, et l'incapacité à comprendre la gravité de ses actes et les conséquences qui en découlent. Tous ces traits de caractère se retrouvent notamment chez les personnes dites faibles, fragiles psychologiquement. Ce qui ne les excuse pas, évidemment ; l'infraction en général et la corruption en particulier sont des actes individuels, il y a toujours une part de libre arbitre.

Au final, qu'espèrent obtenir ceux qui cèdent à la tentation ?

Dans la hiérarchie des besoins fondamentaux, il y a d'abord les besoins physiologiques, viennent ensuite ceux liés à la sécurité, à l'appartenance et à l'amour, les besoins d'estime et enfin l'accomplissement de soi. Tous ces besoins sont continuellement présents, mais certains sont plus ressentis que d'autres à un moment donné. Si un besoin n'est pas satisfait, il devient prioritaire, et pour le combler, on risque de céder à la tentation dans un moment de vulnérabilité. C'est ce qui peut arriver aux individus ayant un caractère dit faible, indifféremment du fait que ce soit un homme ou une femme ; ils peuvent être corruptibles à un certain moment de leur vie.



Pourquoi la chute du régime communiste a-t-elle mené à une corruption exacerbée ?

La chute du communisme en 1989 a tellement bouleversé la société dans son ensemble que les Roumains se sont retrouvés totalement incapables de mettre en place une échelle des valeurs. Ils ont eu, dans un premier temps, beaucoup d'espoir ; mais ils ont fini, une fois de plus, par se sentir trompés et déçus. Ils ont découvert

que leur quotidien favorisait toujours le principe du donnant-donnant, et toutes ces frustrations accumulées leur ont fait perdre confiance et espoir. Or, sur fond de dysfonctionnement social, les gens risquent d'autant plus de devenir vulnérables, moins capables de contrôler leurs émotions et donc plus enclins à céder à la corruption.

La prison est-elle un instrument efficace contre la corruption ?

Tant que les peines sont plutôt superficielles et que les fortunes accumulées illégalement ne sont pas confisquées, la prison, à elle seule, ne peut pas résoudre grand-chose. Aujourd'hui, la justice se veut plus sévère, nous allons voir ce que cela va donner. Surtout, il faudrait que la société montre réellement du doigt les personnes incriminées afin de dissuader ceux qui pourraient tomber dans l'illégalité. Et mette davantage en avant les options qui s'offrent à chacun d'entre nous. Des programmes de réinsertion sociale et de prise de conscience pour bien comprendre les conséquences des actes de corruption me semblent indispensables. On parle d'un phénomène aux répercussions graves aussi bien pour l'individu coupable que pour sa famille, son entourage et finalement l'ensemble de la société. La détention d'un père aura toujours des répercussions sur la vie et la conduite des enfants restés à la maison. Il ne faudrait pas l'oublier.

Existent-ils des catégories plus propices aux actes de corruption ?

Je dirais que non. La frustration peut se manifester aussi bien chez les per-

sonnes aisées que chez les démunis. Il ne faudrait pas stigmatiser une catégorie sociale en particulier ; la corruption est simplement une infraction, un mauvais choix que l'on risque de faire surtout si l'on souffre d'immatunité intellectuelle. Attention, cela n'a rien à voir avec l'intelligence, il s'agit du niveau d'empathie avec le reste de la société. Les personnes corrompues ou corruptibles manquent souvent de ce sentiment d'empathie et ne s'intéressent pas à ce que les autres disent ou pensent d'elles.

« *La chute du communisme en 1989 a tellement bouleversé la société dans son ensemble que les Roumains se sont retrouvés totalement incapables de mettre en place une échelle des valeurs* »

Quels instruments une société pourrait-elle mettre en place pour mieux lutter contre la corruption ?

Personnellement, je suis partisane de la mise en place de programmes

de développement personnel à tous les niveaux : dans les écoles, dans les prisons, etc. Ce sont des programmes qui offrent les outils nécessaires à l'exercice de nos rôles sociaux, au développement de notre autonomie et du sens de nos responsabilités dans les différentes dimensions de notre vie physique, psychologique, relationnelle et sociale. Tout le monde a des frustrations, des vulnérabilités, mais certains se débrouillent mieux que d'autres. De tels programmes nous aideraient à trouver précisément des solutions, et à mieux nous contrôler dans nos moments de vulnérabilité. Concernant la Roumanie, je dirais que pour diminuer et décourager les comportements antisociaux, il n'est pas nécessaire d'inventer de nouvelles normes légales. Il s'agit de se servir de celles déjà existantes et de les mettre en vigueur constamment, conséquemment et unilatéralement. Et surtout, il faut prendre le problème à la racine, l'éducation reste le meilleur remède.

Propos recueillis par Ioana Stăncescu.
Photo : Mihai Barbu

Nouvelle conduite, nouveau code



Le président Klaus Iohannis.

principalement issu du Parti national libéral (PNL). Cela sera possible soit par la voie parlementaire, à travers une motion de censure contre le gouvernement Ponta, soit via les élections générales fin 2016. Début mars, ces deux options restaient ouvertes. Carmen Constantin. Photo : Mediafax

ENCORE UN CENTRE COMMERCIAL



Derrière Calea Victoriei à Bucarest, au sein même du Palais Stirbei, le jardin d'Eden porte bien son nom : un véritable oasis de verdure, rare dans une grande ville, à la fois jardin frais en été et terrasse couverte chauffée l'hiver. Mais tous ces atouts n'auront pas suffi. Le 6 février dernier, le ministère de la Culture a donné son feu vert pour que l'actuel propriétaire transforme ce jardin en centre commercial, et ce malgré les protestations de la société civile. Sous peu, Bucarest sera donc doté d'un énième centre commercial, alors que la capitale roumaine se trouve bien en deçà de la moyenne imposée par l'Union européenne pour les espaces verts.

Texte et photo : Julia Beurq

La chronique

DE NICOLAS DON

L'ACTION DANS LA DISCRETION

Klaus Iohannis vient de fêter ses trois premiers mois à la tête de l'Etat roumain. C'est évidemment trop tôt pour dresser ne serait-ce qu'une esquisse de bilan. Mais on constate, sans surprise aucune, un changement complet de style par rapport à son prédécesseur.

Pendant ses dix ans de mandat, Traian Băsescu nous avait habitués à une activité frénétique, avec d'incessants passages dans les médias, avec un avis sur tout – et parfois sur rien –, distillés en permanence et amplifiés par une presse à l'affût de la moindre déclaration, du plus petit clin d'œil, de la plus infime des rumeurs. Trop souvent, l'agitation tenait lieu d'information. Petit, le crane dégarni, l'œil très vif et le rire facile, le président Băsescu incarnait un personnage proche du peuple et de leurs préoccupations, avec le langage et les manières qui vont avec.

A la minute de son arrivée à Cotroceni, Klaus Iohannis a changé la perception de la fonction présidentielle. Grand, solennel, la raie impeccable, le sourire mécanique, la parole rare et le débit lent, Klaus Iohannis incarne la raideur germanique aux yeux des Roumains. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il s'agit d'un compliment. Les quelque six millions d'électeurs qui l'ont porté au pouvoir en novembre dernier ont voté aussi pour une autre gouvernance. Pour plus de distance par rapport au quotidien, pour une « re-sacralisation » de la fonction, pour une revalorisation de l'image du pays aux yeux de l'étranger.

C'est ce qui explique l'empressement du nouveau président de se rendre déjà à Berlin, à Bruxelles, à Chișinău et à Paris. D'un autre côté, le partenariat stratégique avec les Etats-Unis demeure plus que jamais la constante – sinon la pierre de taille – de la politique étrangère de Bucarest.

Voilà pour la partie visible de l'activité présidentielle. En matière de politique intérieure, l'extrême discrétion est de mise. Seule décision marquante du nouveau président, la nomination d'un nouveau chef au SRI (l'équivalent roumain de la DCRI française, héritière des mythiques RG et DST).

Klaus Iohannis n'a jamais caché son désir de disposer d'une majorité favorable au Parlement, le plus tôt possible. Mais pas question d'apparaître en première ligne. Les fantassins de son nouveau Parti national libéral, issus de multiples ruptures et réconciliations entre partenaires d'un jour aux convictions particulièrement fluctuantes, labourent le terrain en coulisses. Avec une seule idée en tête : faire tomber le plus rapidement possible le Premier ministre Victor Ponta. Sans attendre donc les élections législatives de l'année prochaine.

DES ABSENCES ET DES REGRETS AU PROCES VIȘINESCU

SIX MOIS APRES SON OUVERTURE, le procès d'un ancien commandant de prison politique communiste, Alexandru Vișinescu, pour crimes contre l'humanité – le premier du genre en Roumanie –, a permis d'établir sans équivoque la brutalité du régime de détention imposé aux dissidents à Râmnicu Sărat (est du pays). Toutefois, le refus de l'accusé de s'exprimer sur ce qui s'est passé dans la prison, l'absence de certains documents, encore classés secret, sur les règles de traitement des détenus édictées par les autorités communistes dans les années 1950 et 1960, laissent des zones d'ombre sur la chaîne de décisions qui a conduit à ce que les procureurs décrivent comme « un régime d'extermination ».

Outre la faim et le froid, l'isolement était tel pour les détenus politiques que Corneliu Coposu, figure de la résistance au totalitarisme, avait « *du mal à parler* » après sa libération, a-t-il souligné dans une interview réalisée avant sa mort et diffusée au procès. Dans cette inhumanité quotidienne, le français a aidé les prisonniers : quand ils réussissaient à tromper la vigilance des gardiens en toussant des codes morses, beaucoup formaient des mots dans cette langue qui leur était chère et qui avait moins de chance d'être comprise par leurs oppresseurs.

Alexandru Vișinescu a implicitement reconnu les conditions terribles de détention, lâchant après le témoignage vidéo d'un ex-détenu : « *Ce qu'il dit est vrai.* » Mais il a refusé de livrer une déclaration détaillée. L'ex-commandant estime que c'est à l'administration pénitentiaire de répondre pour ces faits. « *Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait sur leur ordre, je n'étais pas seul* », a-t-il lancé. « *L'administration pénitentiaire actuelle peut dire qui était responsable à l'époque, mais ils ne viennent pas* », a-t-il regretté le 25 février tout en affirmant ne plus se souvenir du nom de ses supérieurs.



Alexandru Vișinescu à la Cour d'appel de Bucarest.

Si le fait d'avoir obéi aux ordres n'est pas suffisant pour être exonéré de toute responsabilité dans les dossiers de crimes contre l'humanité – comme l'ont établi les tribunaux internationaux de Nuremberg à La Haye –, l'absence des représentants de l'administration pénitentiaire et du ministère de l'Intérieur aux audiences, alors qu'ils sont cités comme partie civile responsable, empêche d'avoir une image complète sur le fonctionnement de l'appareil répressif de l'époque.

La juge a demandé la déclassification des règlements établis par les communistes pour le traitement des détenus politiques. Plus de 50 ans après les faits et 25 ans après le retour à la démocratie, ces derniers étaient encore secrets.

Après six mois, le procès laisse toutefois un regret à de nombreux observateurs.

Malgré son importance historique et la gravité des accusations – crimes contre l'humanité –, l'affaire est traitée comme un cas de criminalité ordinaire. Les débats sont parfois interrompus par une affaire mineure de trafic de cannabis. Alexandru Vișinescu se retrouve défendu par une avocate commise d'office après le départ inopiné de deux de ses conseils. Une demande d'enregistrement vidéo des audiences à des fins historiques par l'Institut pour l'investigation des crimes du communisme – sur le modèle de ce qui a pu être fait en France pour les procès de Klaus Barbie ou Maurice Papon – a été rejetée sans explication par le procureur. Une chance manquée de garder une trace visuelle d'un procès crucial pour l'Histoire de la Roumanie.

Isabelle Wesselingh, journaliste à l'Agence France-Presse.

Photo : Mediafax

Trop d'indulgence



Le Parlement semble défendre ceux qui ont plutôt tendance à retourner facilement leur veste. Et pourtant, changer de parti a été déclaré non constitutionnel, et l'Ordonnance qui le permettait fut, dans un premier temps, rejetée par la Chambre des députés. Mais à la fin février, la Commission juridique du Parlement a établi que les maires et les conseillers qui ont changé de parti ne perdraient pas leur mandat, étant donné qu'ils n'ont fait que « *bénéficier d'un règlement en vigueur à un moment donné* ». Pour le président de la Chambre Valeriu Zgonea (Parti social-démocrate), « *le fait que l'Ordonnance ne soit plus valable ne nous oblige pas à faire tomber tous les mandats en question, il faut juste s'assurer que cela ne se répètera pas* ». Grâce à cette Ordonnance gouvernementale, des centaines d'élus locaux

avaient changé de couleur politique quelques mois avant l'élection présidentielle. Vu la tournure des événements, ils peuvent rester tranquilles jusqu'aux prochaines élections prévues en juin 2016. Carmen Constantin. Photo : Mediafax

COMMUNIQUÉ



DALKIA EST DEVENUE VEOLIA

Veolia Energie România – auparavant Dalkia – renaît en 2015. La société fait désormais entièrement partie du groupe Veolia, elle est plus compacte et mieux structurée, capable de fournir trois des plus importants services publics : le traitement de l'eau, des déchets et la gestion des énergies. A travers cette dernière activité, Veolia est présente sur les cinq continents. Nous gérons 450 réseaux de chaleur pour plus de 2,4 millions de foyers. Veolia Energie România continuera d'être un acteur impliqué tant dans l'économie et l'environnement que dans la vie des communautés où elle est présente. Avant tout, notre engagement et notre rôle sont de soutenir et de développer les réseaux de chaleur, de continuer à fournir un service fiable, sûr et à un prix correct. Et notre vision continuera d'évoluer pour le bien de nos clients, des particuliers et des industriels. Par ailleurs, notre recherche continue de l'efficacité se traduira par des innovations qui fourniront de nouvelles solutions par l'application de nouvelles technologies, tout en gardant une attention constante sur la qualité des services que nous fournissons.

Nos actions engendrent un nouveau modèle, plus durable, plus vertueux, plus respectueux pour l'environnement et pour nos clients. Développer l'accès aux ressources, préserver les ressources, renouveler les ressources : RESSOURCER LE MONDE est notre enjeu.



Lavinia Săniută, directrice générale de Veolia Energie România.

Toujours meurtrière

EN 2014, 1 818 DECES ONT ETE enregistrés en Roumanie suite aux accidents de la route, soit une baisse de 2,3% par rapport à 2013 (source : Bilan de la police roumaine publié en janvier dernier). Le pays reste néanmoins le plus gravement touché par les accidents de la route au sein de l'Union européenne, bien que les amendes aient augmenté de façon continue ces dernières années, et que la tolérance zéro vis-à-vis de l'alcool au volant soit restée de mise.

Les plus touchés sont les jeunes : 40% des décès sont des personnes de moins de 25 ans, selon la police roumaine. « *Si les accidents se produisent surtout à l'intérieur des villes et des villages, nos départementales sont particulièrement dangereuses, elles sont mal entretenues et peu d'entre elles ont été refaites. Les autoroutes sont plus sûres, mais nous n'en avons pas beaucoup* », déplore Alin Droșu, expert en sécurité routière au Club roumain de l'automobile.

Mis à part l'état des routes, le manque d'heures dédiées à l'éducation routière serait l'autre grand facteur aggravant. Elena Colțeanu, ensei-



gnante à l'école Maria Rosetti de Bucarest, explique que « *l'éducation routière n'est pas obligatoire, officiellement une seule heure par semestre est prévue. La plupart des enseignants font plus, parfois en invitant des policiers à parler avec les enfants. Mais ce n'est pas suffisant, la famille doit prendre le relais. Or, à la sortie de l'école, il n'est pas rare de voir des parents traîner leurs enfants en dehors du passage clouté pour traverser la rue* ». Selon la police routière, la première cause des accidents de la route est précisément la traversée des piétons en dehors des passages cloutés.

A noter que de 2001 (avec plus de 55 000 décès au niveau européen) à 2013, la situation sur les routes de l'Union européenne s'est nettement améliorée, avec néanmoins des différences : si l'Espagne a réduit de 70% le nombre de décès, la Roumanie n'a connu qu'une baisse de 24%. La moyenne européenne sur cette période est de – 53%. (Source : Conseil européen pour la sécurité des transports, décembre 2014).

Daniela Coman
Photo : Mediafax

« Nu tremur la cutremur »

Depuis quelques semaines, de nombreux spots d'informations en cas de tremblement de terre passent à la télévision et à la radio. La campagne « Je n'ai pas peur d'un séisme » (Nu tremur la cutremur), lancée par le ministère de l'Intérieur, veut sensibiliser et informer la population sur la meilleure conduite à adopter en cas de tremblement de terre. Une application gratuite pour les smartphones, avec des recommandations et des indications pour les premiers secours, devrait d'ailleurs être prête d'ici au mois de juin. Pour 2015, les spécialistes avancent 15 à 20 séismes par mois, fréquence considérée normale pour la Roumanie. En 2014, l'activité sismique a été plutôt intense, notamment avec la secousse du 22 novembre dernier, de 5,7 sur l'échelle de Richter. D.C.

Photo : Mediafax



Lors d'un exercice de simulation à Timișoara, l'année dernière.

La chronique

D'ISABELLE WESSELINGH

LAISSER LES PENSEES FILER, « COMME LES BREBIS DANS LES PATURAGES »



Il faut d'abord fermer les lèvres afin que les mots ne fassent plus brouillage puis clore les yeux pour que, tout ouïe, le bleu intense du ciel, l'éclat d'un nuage et le vert naissant sur les collines ne viennent plus distraire nos oreilles. Alors, seulement, nous percevons le silence, l'incroyable quiétude des collines du sud de la Transylvanie par un après-midi de printemps ensoleillé. Silence : à bien y réfléchir, on se dit que ce mot qui vient à l'esprit immédiatement n'est peut-être pas le bon. Les yeux fermés, nous entendons des sons, le froissement des ailes du vent, les coups de bec des pics rouge et noir sur le haut des arbres, le gazouillis des mésanges, l'aboïement, dans le lointain, d'un chien de berger. Les mots de Tristan Tzara, écrivain d'origine roumaine, reviennent dans

notre tête... « Le chant et le silence, mon beau pays de joie », « mes pensées – comme les brebis des pâturages – s'en vont vers l'infini. » Silence, le mot s'impose dans nos pensées grâce à l'absence du bruit des voitures. C'est ici, dans ces collines, comme dans la profondeur des Carpates ou dans les canaux du Delta du Danube que l'on saisit que la Roumanie demeure le pays le moins motorisé d'Europe : 223 voitures pour 1 000 habitants, contre 624 en Italie, 562 en Finlande, 496 en France, selon les dernières statistiques d'Eurostat. Une absence qui permet encore d'écouter les bruits de la nature sans brouillage incessant. Un silence qui attire des touristes en quête de quiétude et de nature. Mais comment concilier la hausse du tourisme – souvent motorisé – et la sérénité des lieux ? Beaucoup de maires n'en n'ont cure, multipliant les projets grandioses pour massifier le tourisme.

A Viscri, en Transylvanie, il fut un temps question d'un grand centre de loisirs avec spa, golf, etc... entre le village et celui voisin de Bunești. Dans une petite ville de la vallée du Jiu, entourée d'une zone naturelle de montagnes encore sauvage, un autre maire rêvait de construire une route à quatre voies vers une grotte « *et de bétonner l'entrée, d'y mettre de grands néons pour ne pas la laisser comme maintenant en l'état naturel, comme Dieu nous l'a faite* ». Son projet – resté à l'état de projet – prévoyait aussi de grands complexes hôteliers et des casinos, « *car c'est ça la modernité, pas les pensions avec des produits naturels* ». Les tendances du tourisme en Europe – avec une popularité croissante pour le tourisme vert – permettent d'en douter.

Si elle sait préserver la sérénité de ses zones naturelles, la Roumanie a une carte à jouer dans ce domaine. En Transylvanie, la Fondation Adept a créé un tracé pour bicyclette qui relie les villages entre eux et permet de laisser les moteurs à l'arrêt (voir *Regard* précédent). Certaines pensions ont choisi de ne pas mettre de télé dans les chambres, rompant avec la permanence des écrans dans les restaurants, les bars, les couloirs de métro... « *Si l'on vient ici dans la campagne, j' imagine que c'est pour le calme, pour s'écouter et être au rythme de la nature, au moins le temps d'un week-end* », me dit le propriétaire d'une de ces pensions. Pour que, comme Tristan Tzara, nos pensées – comme les brebis dans les pâturages – s'en aillent vers l'infini.

Isabelle Wesselingh est journaliste à l'Agence France-Presse.

Photo : Mihai Barbu

De retour



Charlie Hebdo, ce n'est pas un journal satirique mais d'informations », souligne M. Goldstein. L'hebdomadaire en langue française, disponible dans les kiosques de Bucarest, est tiré à 1 500 exemplaires par semaine. Carmen Constantin

Une idée ?



Avis aux génies en informatique : l'édition 2015 de Innovation Labs vient d'être lancée, à Bucarest et à Cluj. Les participants ont jusqu'au 19 mai, le « Demo Day » (journée de la démonstration), pour proposer des applications informatiques originales, et utiles. Parmi les gagnants de la dernière édition, en 2013, citons « Auditorium », une application offrant des guides touristiques universels ; « Colosseo », qui permet aux utilisateurs Android de jouer en ligne ; « NextAds », une nouvelle façon d'organiser ses campagnes publicitaires en ligne ; ou bien « OpenFridge », utile pour les utilisateurs de téléphone Windows qui peuvent recevoir des recettes en quelques secondes selon les produits qui leur restent dans le frigidaire. C.C.

SUR SON TERRAIN

Rencontre avec Alexandre Durimel, 25 ans, l'un des rares Français à jouer en Liga I, le championnat roumain de foot. Il évolue pour la deuxième année consécutive au fameux FC Dinamo de Bucarest.

DEPUIS FIN FEVRIER, APRES UNE trêve de deux mois, les footballeurs ont rechaussé leurs crampons. « Deux mois, c'est long, estime Alexandre Durimel, défenseur au FC Dinamo. A cause des conditions météo, nous sommes allés en stage en Turquie puis en Espagne, où nous avons joué des matchs amicaux. Maintenant, on s'entraîne sur du synthétique, pour ne pas abîmer notre pelouse. »

« Il y a une vraie culture foot ici, plus qu'en France. L'ambiance dans les gradins est folle... ». Pour preuve, le stade vieillissant du FC Dinamo, situé sur l'avenue Ștefan cel Mare à Bucarest, est souvent trop petit, malgré ses 15 000 places. Pour les grandes affiches, l'équipe prend alors ses quartiers à l'Arena Națională (55 000 places). « Même quand on joue à l'extérieur, les stades sont toujours pleins, car on est le Dinamo », un club historique, dix-huit fois champion de Roumanie.

Né à Paris, formé à Lens avant d'évoluer pendant sept ans au FC Amiens où il a signé son premier contrat professionnel, Alexandre Durimel ne s'est pas posé de questions avant de partir pour

la Roumanie. Après une expérience d'un an au CS Turnu Severin, aujourd'hui en Liga II, il est repéré par le Dinamo. « Il y a trop d'idées reçues sur la Roumanie, pourtant les conditions ici sont vraiment bonnes. » Entraîné tous les matins, séances de musculation, préparation physique et technique l'après-midi... « Et le soir, un resto, et parfois une sortie en boîte de nuit. »

Le footballeur s'est vite senti à son aise. « J'ai été très bien accueilli, et dès mon arrivée, j'ai pris des cours de roumain. Et puis il y a aussi des francophones dans l'équipe. » Comme Collins Fai, camerounais, son ami et collègue en défense. « Le jeu ici est très rapide, ça joue en contre-attaque tout le temps. Des clubs comme le Dinamo, le Steaua ou l'Astra ont clairement le niveau de la Ligue 1 française.



Quant aux autres clubs du championnat, je dirais plutôt un bon niveau de Ligue 2 », poursuit Alexandre Durimel.

Sous contrat jusqu'en juin 2016, le footballeur ne sait pas encore quel sera son avenir au Dinamo. « Sans être un titulaire indiscutable, j'ai du temps de jeu, j'ai ma place. Après, comme tout footballeur, je rêve d'évoluer dans un grand championnat européen, en Angleterre, ou pourquoi pas revenir en France. »

Marlène Vitel
Photo : Mihai Barbu

L'été roumain

La Bulgarie, la Turquie et la Grèce seront les principales destinations des vacanciers roumains l'été prochain, selon les premières réservations. Sept nuits à la station balnéaire de Sunny Beach en Bulgarie, située entre Varna et Bourgas, dans un hôtel quatre étoiles, reviennent à 160 euros par personne. Le même type de séjour à Zakynthos – archipel des îles ioniennes, en Grèce – coûte 245 euros par personne, et 300 euros à la station balnéaire de Kuşadası – mer Égée, en Turquie. D'après les spécialistes, les tendances de réservation évoluent sensiblement d'une année sur l'autre. Les demandes pour des destinations plus exotiques (Maldives, Caraïbe, Asie) devraient croître d'au moins 30%. Et 65% des réservations se font désormais en ligne, alors que depuis début janvier, le marché des agences de voyages classiques a connu une baisse de 24% par rapport à 2014. C.C. Photo : Mediafax



Plage de Chalkidiki, en Grèce.

COMMUNIQUÉ

La responsabilité sociale franco-roumaine



Fresque sur le mur de l'atelier d'AFF à Bucarest.

Depuis le début des années 1990, parallèlement à l'implantation des entreprises françaises en Roumanie, de nombreuses associations se sont créées sous l'impulsion d'organisations françaises (Samusocial, Ateliers Sans Frontières), ou de citoyens français (Parada, Valentina, Acces pentru toți, Casiopeea, etc.) touchés par les conséquences sociales de la révolution politique et économique pour les personnes les plus fragiles.

Ces associations proposent des solutions de lutte active contre l'exclusion et la discrimination, l'environnement, la santé, en substitution de l'Etat démissionnaire. Depuis 2014, elles se sont réunies dans un groupe « responsabilité sociale » au sein de la Chambre de commerce et d'industrie française en Roumanie (CCIFER), visant à renforcer la mise en œuvre d'actions concertées entre associations et entreprises pour une société plus juste.

« Cette initiative me semble encore plus significative aujourd'hui, souligne Patrick Ouriaghli, directeur d'Ateliere Fără Frontiere. Alors que le Parlement roumain s'apprête à voter la loi sur l'économie sociale, le clientélisme et le manque de compétences du gouvernement en la matière risquent de la vider de tout sens. Pourtant, l'économie sociale est un véritable enjeu en Roumanie, qui manque de main-d'œuvre qualifiée, et pourrait tirer un grand avantage de l'intégration et de la qualification des nombreuses personnes qui sont aujourd'hui un fardeau pour la société mais pourraient en (re)devenir membres à part entière, acteurs de leur propre vie, avec l'accompagnement approprié des professionnels du secteur. »



Avancer ensemble vers un monde où la mobilité est plus intelligente, cela implique de développer des technologies responsables. Michelin innove jour après jour pour diviser par deux d'ici à 2050 la quantité de matières premières utilisées dans la fabrication des pneus, ainsi que leur bruit sur la chaussée et leur résistance au roulement, source de consommation de carburant et d'émissions de CO₂. Parce que, comme vous, Michelin s'engage pour le développement d'une mobilité durable.



Les Roumains vivent-ils mieux ?



La question que pose ce nouveau dossier de *Regard* est évidemment relative. Les Roumains vivent-ils mieux qu'avant ? Mieux que qui ? Mieux dans quel sens ? Sur une quinzaine de pages, la ou plutôt les réponses ne pouvaient être elles aussi que relatives, et non exhaustives.

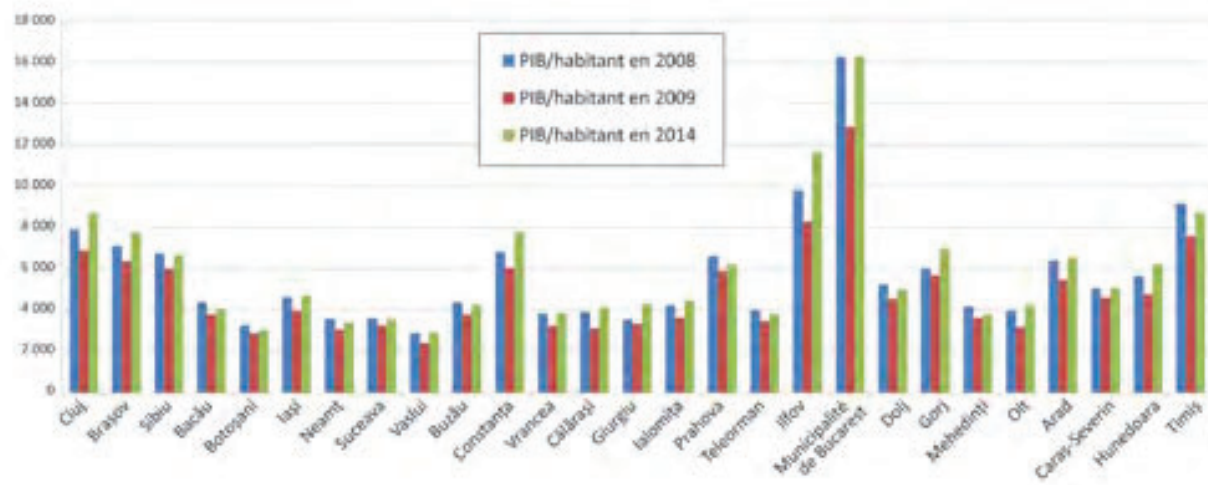
Ceci étant, nous avons pensé qu'en rassemblant quelques données, en interrogeant diverses personnes, un tableau général de la situation de vie des Roumains pouvait être dressé. Non pas sur une longue période, mais sur ces six, sept dernières années, c'est-à-dire depuis le déclenchement de la crise économique et financière.

A côté de chiffres présentés sous forme de graphiques, un grand entretien avec le sociologue Bogdan Voicu éclaire sur l'évolution des conditions de vie en Roumanie, sur la qualité de vie, notion vague mais qui peut être assez bien définie suivant certains critères.

Enfin et surtout, nous sommes allés à la rencontre des gens. Vivent-ils mieux ? Que ressentent-ils ? Éléments de réponse dans les pages qui suivent. L.C.

Quelle a été l'évolution du niveau de vie des Roumains depuis ces six, sept dernières années ? Quelle est la situation actuelle ? Réponses graphiques, dans un premier temps, à l'aide des dernières données de l'Institut national des statistiques ainsi que d'Eurostat (voir aussi les pages 32 et 33).

PIB/habitant/département (en euro)



LE PIB PAR HABITANT

Selon l'Institut national des statistiques (INS), les départements de Moldavie – Vaslui, Botoşani, Neamţ et Suceava – ont enregistré en 2014 le plus faible Produit intérieur brut (PIB) par habitant *, soit 3 216 euros, tandis que les départements de Bucarest, Timiş et Cluj sont les plus « productifs », avec 11 222 euros. Sur l'ensemble du pays, le PIB par habitant en 2014 a été de 7 487 euros, toujours d'après l'INS, alors que la moyenne au sein de l'Union européenne a été de 26 100 euros (source : Eurostat, la direction de la Commission européenne pour les statistiques). Suite au déclenchement de la crise économique et financière en 2007-2008, l'année 2009 a vu un net recul du niveau de vie en Roumanie.

A partir de 2014, les indicateurs sont néanmoins revenus à des niveaux en général supérieurs à ceux enregistrés avant la crise. A noter que tout au long des années les plus intenses de la crise, le décalage de niveau de vie entre les habitants de la capitale et ceux des départements les plus pauvres est resté constant ; à Bucarest, le PIB par habitant est en moyenne cinq fois plus élevé que dans la région moldave, atteignant 16 200 euros en 2014.

Au niveau européen, la Roumanie a amélioré ses performances, le niveau de vie passant de 49% à 54% de la moyenne européenne entre 2008 et 2014, selon Eurostat. Cette avancée situe le pays à la sixième position au sein

de l'Union, à égalité avec l'Autriche. Autrement dit, un Roumain a un niveau de vie atteignant 54% de la moyenne européenne, proportionnellement à ses revenus et à des prix à la consommation en général moins élevés qu'au niveau européen.

* Le Produit intérieur brut par habitant est le produit intérieur brut d'un pays, c'est-à-dire la valeur totale de la production de richesse réalisée par l'ensemble des agents économiques, divisé par le nombre d'habitants.

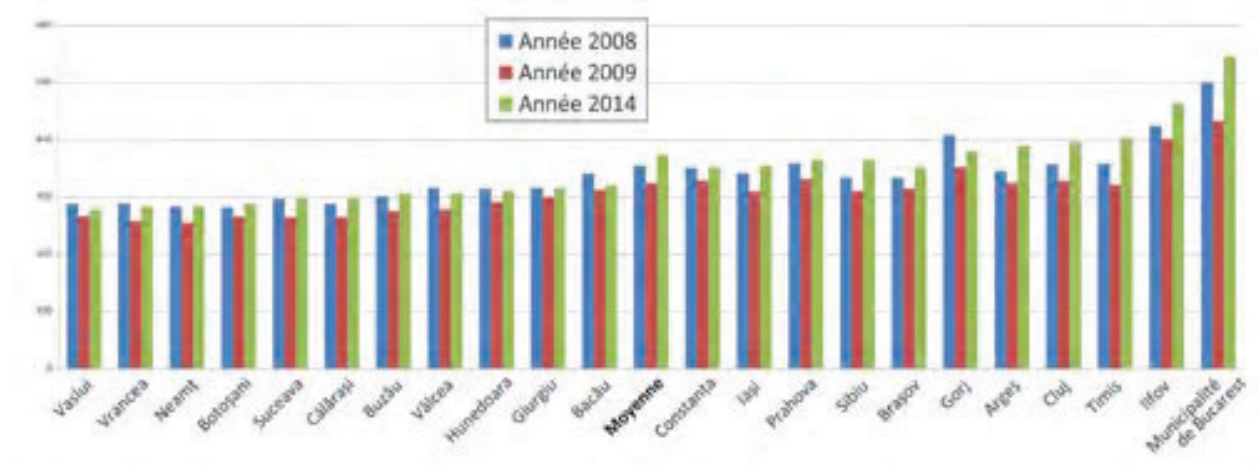


LES SALAIRES

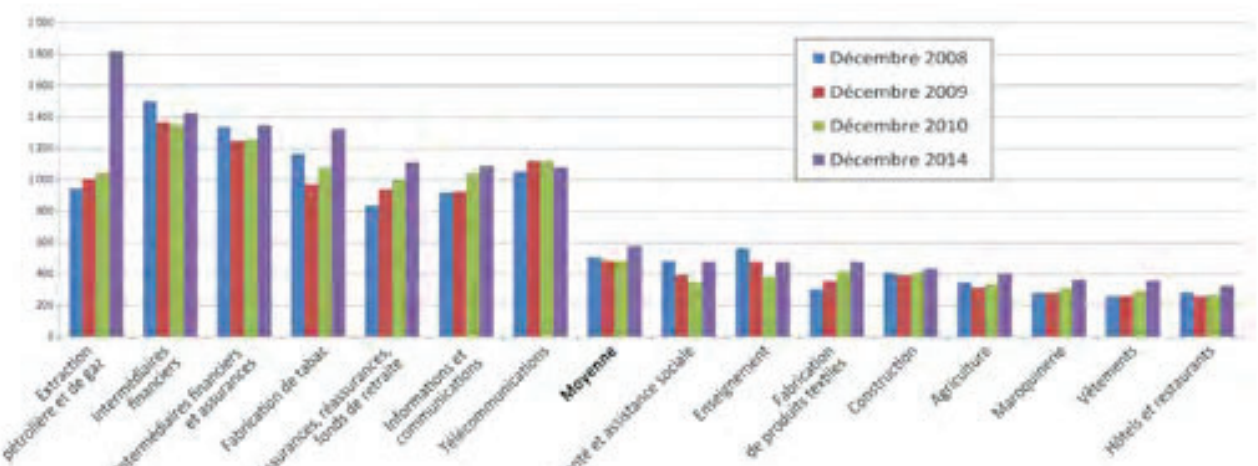
Pendant la crise, à quelques rares exceptions près, les salaires ont nettement baissé en Roumanie, notamment dans le secteur public. De façon générale, les salaires roumains sont bas, tout comme la productivité au travail, clairement inférieure à celle des pays de l'Ouest. En 2014, plus de 51% des salariés ont gagné moins de 350 euros

net par mois (INS). Et selon Eurostat, au 1er janvier 2015, le salaire minimum brut était de 218 euros par mois. Dans ce domaine, sur l'ensemble des pays membres de l'UE, la Roumanie est avant-dernière, juste devant la Bulgarie (184 euros par mois). Quant au salaire moyen brut en 2014, il a été de 529,31 euros par mois, soit 373,41 euros net.

Niveau des salaires mensuels nets en Roumanie par région (en euro)



Niveau des salaires mensuels nets en Roumanie par catégorie socio-professionnelle (en euro)



Texte et graphiques : Dan Popa
Sources : Institut national des statistiques (INS) et Eurostat

Le 2 janvier 1990 était créé par décret l'Institut de recherche sur la qualité de vie (ICCV). C'est là que le sociologue Bogdan Voicu reçoit aujourd'hui *Regard*, au deuxième étage de l'Académie roumaine, réplique miniature de Casa Poporului située juste en face. Bogdan Voicu parcourt ici un demi-siècle de sociologie dans un domaine de recherche récent en Roumanie. Entre tendances actuelles et héritage du passé, entre inertie et changement perpétuel.

Quelle vie ?

Regard : Comment travaillait-on sur la qualité de vie en Roumanie en janvier 1990 ?

Bogdan Voicu : La sociologie était interdite en Roumanie depuis les années 1970, car le marxisme « expliquait tout ». A partir de 1990, vu le besoin de rattraper le temps perdu, beaucoup d'argent a été investi dans des études et des sondages. On voulait absolument connaître les conditions de vie des Roumains, et tout était à faire. Il s'agissait de diagnostiquer la qualité de vie de façon objective ainsi que la manière dont se sentent subjectivement les individus. A ce moment-là, tout le monde était heureux, en principe (sourire). C'était la tendance dans les premiers mois de l'année 1990. Mais l'on ne disposait pas de termes de comparaison avec la période communiste, on supposait juste que les gens n'étaient pas heureux avant 1989, chose que le soulèvement contre le régime a confirmé.

Ensuite, que s'est-il passé ?

Tout d'abord, il est important de comprendre qu'il y a plusieurs théories lorsque l'on parle de qualité de vie. L'une d'elles privilégie notamment la dimension culturelle. En gros, il y aurait un niveau pré-établi de satisfaction pour chaque peuple, celui-ci demeurant stable malgré les époques et l'évolution des conditions matérielles. Un peuple posséderait un niveau de satisfaction qui ne fluc-



tue que très peu, finalement. Si l'on prend en compte ce courant de pensée pour la Roumanie, la qualité de vie y est plutôt mauvaise par rapport aux autres pays européens. Il y aurait une insatisfaction chronique des Roumains, très critiques à l'égard de leur vie. Entre autres indicateurs, on distingue une vie sociale peu développée, ou le faible nombre de sorties entre amis. Les statistiques montrent effectivement que les Roumains voient moins leurs amis que d'autres peuples. Et ce n'est pas forcément lié à des soucis matériels, on peut juste sortir boire un café.

C'était la même chose dans les années 1990 ?

Oui. Les choses n'ont pas eu le temps d'évoluer à ce niveau-là, et

la crise, qui est arrivée assez vite, n'a rien arrangé. Cela s'inscrit dans une tendance d'indicateurs dits de type capital social, à l'instar de la confiance à l'égard d'autrui. Le stéréotype en Roumanie est que l'autre au sens large a la capacité de nuire, et ce pour 90% de la population. En Suède, inversement, pour plus de la moitié des gens, l'autre est une personne de confiance. On est au même niveau que la Bulgarie, la république de Moldavie ou la Russie. D'après moi, il y a d'abord une explication historique, cela vient en partie de la manière dont on a travaillé dans les campagnes depuis le Moyen-Âge. Le modèle d'exploitation des terres étaient le suivant : le boyard ou propriétaire de la terre faisait travailler les paysans qui n'étaient pas propriétaires de leur terre, alors qu'à l'Ouest,

les paysans l'étaient et payaient un impôt au noble. Le modèle prédominant à l'est de l'Elbe n'impliquait pas de prise de décision des paysans, ni même de réelle interaction entre eux. En Angleterre par exemple, à partir de 1500, la reine d'Angleterre a mis en place l'alternance des terres. Cela oblige les paysans à dialoguer et à coopérer. Les villageois se retrouvaient au pub pour boire un verre et décider de ce qu'il fallait faire. Il y avait donc là un processus de discussion et de connaissance de l'autre. En Roumanie, les propriétés étaient gérées par un seul homme. Cela explique aussi que le bénévolat ou l'engagement associatif soit plus bas que dans le reste de l'Europe.

Qu'est-ce que l'on inclut au final dans cette notion de qualité de vie ?

Un peu tout... Dans quelle mesure on est satisfait de ses voisins, de son logement, de sa ville, de son éducation, de sa vie familiale, de ses revenus, de son niveau de vie en général. Ce sont là les sept piliers. Il y a des critères objectifs, les aspects matériels, et d'autres plus subjectifs. Au final, il s'agit d'observer la manière dont se sent tout un chacun, notamment par rapport aux autres. Tout est lié, les critères oscillent entre eux et gravitent autour de cette « moyenne nationale » dont je parlais avant, propre à ce courant de pensée qui estime que pour tout pays, et ce quoi qu'il arrive, on assiste à un effet de maintien : certaines choses sont assimilées dès l'enfance et demeurent ancrées dans une culture. Mais à mon sens, une évolution est aussi possible. Je pense par exemple aux étrangers qui s'installent ici, conservent des choses ancrées en eux aux côtés desquelles se rattache une nouvelle culture qu'ils assimilent elle aussi. On parle de franco-roumain, d'italo-roumain... Ce n'est pas complètement figé, un mélange s'effectue. Même si l'inertie reste importante.

Ce que vous dites est donc aussi valable pour les Roumains qui rentrent au pays ?

Ils sont en effet différents en rentrant. Notamment dans leur rapport au travail. Ils se rendent bien compte que le travail n'est pas aussi important à l'étranger qu'en Roumanie, et commencent à penser eux aussi aux loisirs. Leur point de vue contamine les autres, en quelque sorte.

« *Il y aurait une insatisfaction chronique des Roumains, très critiques à l'égard de leur vie. Entre autres indicateurs, on distingue une vie sociale peu développée, ou le faible nombre de sorties entre amis. Les statistiques montrent effectivement que les Roumains voient moins leurs amis que d'autres peuples* »

Les Roumains vivent-ils mieux aujourd'hui qu'avant le début de la crise, en 2007, 2008 ?

Oui, d'après les chiffres, le degré de satisfaction générale est plus élevé aujourd'hui qu'avant la crise. Les gens semblent plus enthousiastes à l'égard de la direction empruntée par le pays. Le fait d'avoir surmonté la crise est aussi un facteur. Et puis il y a eu de nouvelles élections, or le perdant est toujours Premier ministre, ce qui du coup a continué de réjouir ceux qui le soutenaient, d'une certaine façon. Cela démontre que les institutions fonctionnent et que nous n'assistons plus à une vengeance perpétuelle. Par ailleurs, une nouvelle partie de la population a émigré depuis 2007. Ils envoient de l'argent mais il y a aussi autre chose : la famille leur rend visite plus facilement et cela change leurs perspectives. Les gens perçoivent davantage qu'il y a des solutions, ils sont plus confiants.

En a-t-on fini avec la nostalgie de la période communiste ?

Elle a diminué considérablement. Les générations ont changé. Dans les années 1990, on comparait sans cesse, on entendait des choses du genre « n'oubliez pas que le métro a été construit sous Ceaușescu », etc. La Roumanie des années 1990 était un pays très incertain à beaucoup d'égards. Certains éprouvaient donc un sentiment de nostalgie d'une époque où tout était tracé. Mais 25 ans se sont écoulés depuis, les Roumains de façon générale ont compris comment fonctionnait le système.

Les personnes âgées sont-elles mieux loties ?

Les retraités n'ont jamais fait partie des plus pauvres dans ce pays. Dans les années 1990 ou 2000, être retraité n'a jamais été un facteur de risque. E c'est la même chose aujourd'hui. Avoir un enfant, par contre, en est un.

Existe-t-il des données sur la qualité de vie pendant l'Entre-deux-guerres ?

A l'époque, les Roumains vivaient déjà sous une dictature, tout était très stable (sourire). Carol 2 changeait de régime à sa guise, on les a ainsi tous essayés. Même si la croissance était au rendez-vous. Difficile de dire cependant si les gens étaient plus heureux que maintenant. Ceci étant, les trois-quarts des villes avaient une vie sociale digne de ce nom, et les multinationales étaient partout, à Bucarest, Iași... Ploiești était un grand centre pétrolier européen avec 27 raffineries françaises, allemandes et britanniques. Un vrai melting-pot. Mais 20 km plus loin, c'était la rase campagne. Le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur à l'époque était insignifiant. Quand les communistes sont arrivés, il a fallu inventer une élite.

Les multinationales d'aujourd'hui jouent-elles un rôle dans la manière dont les Roumains apprécient leur qualité de vie ?

Leur rôle n'est pas très visible.

Mais les personnes qui y travaillent influencent le reste de la population, ils y apprennent notamment à être plus autonomes. Néanmoins, l'inertie, encore une fois, est très forte en Roumanie.

Quelles sont les caractéristiques de la culture roumaine qui, selon vous, garantissent une certaine qualité de vie ? Et sont-elles en danger ?

Il m'est très difficile de cerner quelque chose de spécifique dans la culture roumaine. Chez nous, il y a beaucoup d'agriculteurs, et alors ? C'était pareil en France il y a deux cent ans. La religion ? Elle est présente dans n'importe quelle société traditionnelle. Or, celle-ci va se séculariser à mesure que la société se modernisera. C'est inéluctable. Même si pour l'instant, cela ne se ressent guère. L'importance de la religion ne se mesure pas tant en termes de pratique religieuse.

Il faut plutôt regarder la place des icônes ; ces signes identitaires sont présents dans tous les appartements de Roumanie, ou des Roumains qui vivent à l'étranger. Beaucoup de gens estiment encore que l'Eglise offre des solutions aux problèmes de la vie quotidienne.

Comment sont perçus les fonds européens ? Un facteur de modernité ? Un cadeau ?

Plus de la moitié de la population n'a aucune idée de ce que sont ces fonds. Je connais toutefois le cas d'un village perdu dans le département de Bistrița qui fait école, car il a remporté sept ou huit projets européens. Il y a là-bas une superbe piscine, une salle de sport ainsi qu'une station d'épuration des eaux. Pour les locaux de ce petit village, les fonds européens sont devenus comme par enchantement quelque chose de très concret.

Où se situe la Roumanie en matière de niveau de vie par rapport aux autres pays de l'UE ?

Encore loin derrière. Par contre, et c'est là symptomatique, la région de Bucarest se trouve au-dessus de la moyenne européenne, comparable à la majorité des régions d'Espagne sur des indicateurs strictement objectifs. Mais les inégalités en Roumanie sont les plus importantes de toute l'Europe. Les plus touchés par la crise n'ont pas été les gens éduqués, qu'ils soient jeunes ou âgés. Et quand la croissance est revenue, ce sont surtout les plus aisés qui en ont profité, alors que cela aurait d'abord dû être la classe moyenne.

Propos recueillis par Benjamin Ribout.
Photo : Mihai Barbu

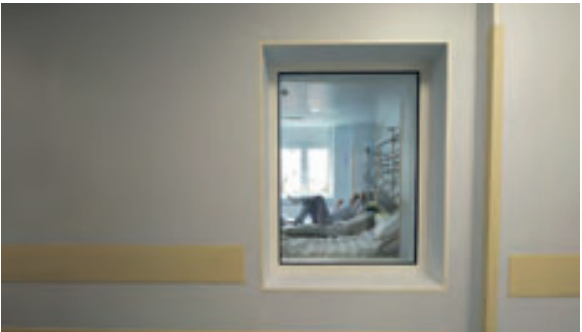
Juste couverts

Si la très grande majorité des Roumains sont propriétaires – 96,6% en 2011 selon Eurostat (direction des statistiques de la Commission européenne), soit la proportion la plus élevée de l'Union européenne – la qualité de leur logement est loin d'être satisfaisante. En 2013, 32,2% de la population ne possédaient ni baignoire, ni douche, ni toilettes à l'intérieur de leur habitation, contre une moyenne européenne à 2,7%. La Roumanie est largement en tête dans ce classement ; la Lettonie et la Bulgarie, juste derrière, sont à respectivement 13,5% et 13%. Un constat accablant lié à des carences structurelles endémiques. En 2012, selon l'administration des eaux roumaines, seuls 57% de la population étaient reliés à un système public d'approvisionnement en eau, et 44% au tout-à-l'égout. Pour 45% de Roumains qui vivent en milieu rural, les toilettes au fond du jardin restent monnaie courante. Et malgré d'importants fonds européens destinés au développement des réseaux d'eau et d'assainissement, les travaux de raccordement évoluent lentement.



D'un autre côté, la Roumanie est restée bien épargnée par les crises de l'immobilier qui ont touché l'ouest du continent, précisément grâce à son taux record de propriétaires. « Le marché immobilier de Bucarest est devenu plus mature depuis 2012 et la fin de la crise, estime Matei Maloș directeur de l'agence Home finders. L'offre est mieux en accord avec la demande, et la construction d'habitations neuves en 2015 devrait connaître un record. » L'état d'une partie du parc immobilier pose toutefois problème, en termes d'isolation ou du fait des risques sismiques. « On peut estimer que plus de 20% des logements de la capitale enregistrent des carences importantes et nécessiteraient d'être consolidés, notamment dans la zone ultra centrale », ajoute le consultant immobilier. Sources : Eurostat, INS. Jonas Mercier. Photo : Mediafax

Santé... mais quand ?



Si le budget de l'Etat destiné au secteur de la santé a nettement augmenté ces dernières années – non pas en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB), qui se situe toujours autour de 4%, mais en valeur nominale car le PIB en lui-même a augmenté –, le pays reste un très mauvais élève dans ce domaine. Le système de santé roumain se classe en avant-dernière position de l'Indice européen de la santé des consommateurs (EHCI - Euro Health Consumer Index) en 2014, juste devant la Bosnie-Herzégovine, mais derrière la Serbie ou le Monténégro. Le taux de mortalité infantile est particulièrement révélateur. La Roumanie est le pays de l'Union européenne qui enregistre le plus grand nombre de décès de nourrissons durant leur première année de vie : neuf morts pour 1 000 naissances contre une moyenne au sein de l'UE à 3,8. Et rien n'indique pour l'instant une baisse de cette triste statistique.

L'espérance de vie ensuite. Si elle a clairement augmenté depuis 2000 – pour les hommes, l'espérance de vie est passée de 68 à 71 ans, et chez les femmes de 75 à 78 ans –, elle reste bien en deçà de la moyenne au sein de l'UE : 77,5 ans pour les hommes et 83 ans pour les femmes. L'absence d'une politique cohérente vis-à-vis du système public de santé, dont les tentatives de réforme patinent, a été doublée de coupes drastiques durant la politique d'austérité menée au plus fort de la crise économique. Ainsi, en avril 2011, les autorités ont fermé 67 hôpitaux, dont des maternités. L'accès aux soins, notamment dans les zones rurales, est devenu très compliqué. Plus de 10% de la population avouaient en 2013 ne pas avoir pu se permettre de soins médicaux pour des questions d'argent, de distance ou de file d'attente, selon Eurostat. A l'heure actuelle, on compte 2,4 médecins généralistes pour 1 000 habitants en Roumanie, un des taux les plus bas du continent. Source : Eurostat, Organisation mondiale de la santé, et Health Power House. Jonas Mercier. Photo : Mediafax

GRUIA DUFALT
AVOCATS - PARIS & BUCAREST

Le Martijor, une histoire ancestrale...
Le premier jour du printemps était fêté il y a 8000 ans déjà, selon les découvertes archéologiques. A l'époque des Daces (les ancêtres du peuple roumain, avec les romains), le Martijor était fabriqué à partir de cailloux peints en rouge et blanc, enfilés sur un fil. Le Martijor fut également représenté par une monnaie en or, argent ou bronze, rattachée à un fil de laine, blanc et noir. Les Daces considéraient que ces amulettes apportaient la fertilité et la beauté.

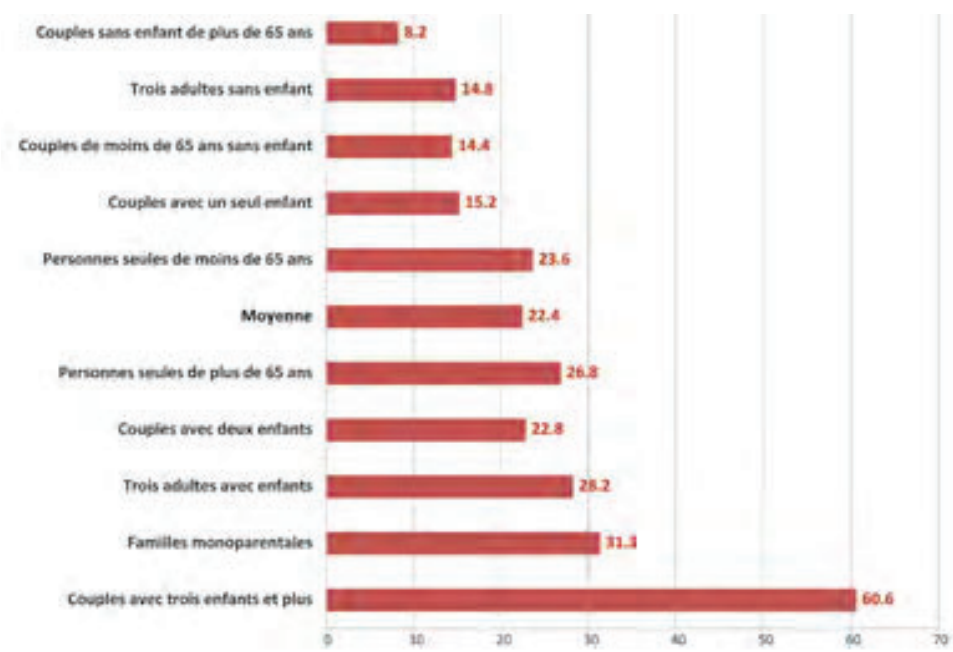
LE CABINET GRUIA DUFALT VOUS SOUHAITE UN PRINTEMPS ENSOLEILLÉ!

DROIT DES SOCIÉTÉS - INVESTISSEMENT ÉTRANGER - DROIT DE LA CONCURRENCE
LITIGES ET ARBITRAGES - DROIT IMMOBILIER - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
DROIT COMMERCIAL - FUSIONS - ACQUISITIONS - DROIT SOCIAL

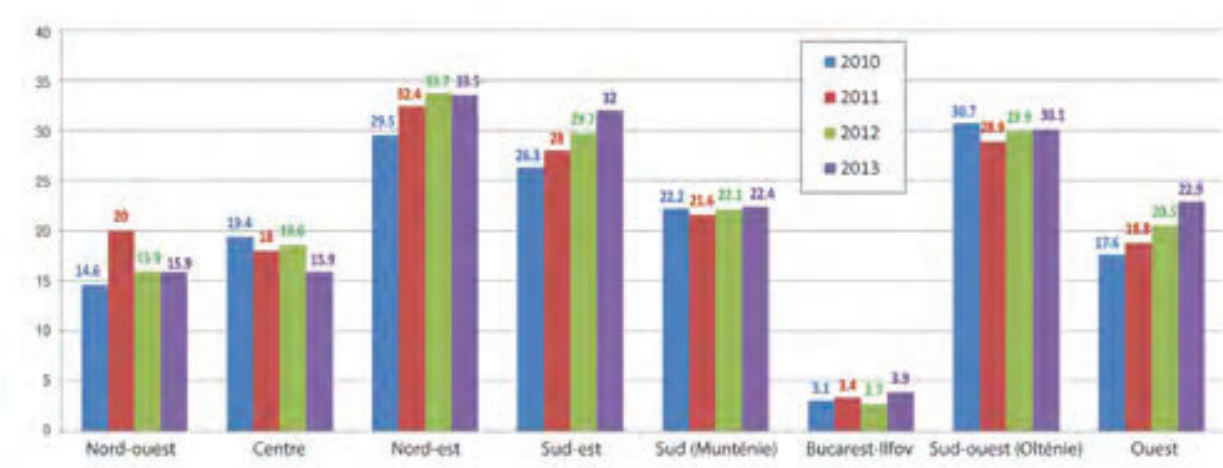
www.gruiadufalt.com

ROMANIA - Bd. Henri Hovav nr. 28, sect. 3 / 030237 Bucuresti | Tel : +40 (21) 305 57 57 | Fax : +40 (21) 305 57 58 | bucaresti@gruiadufalt.com
FRANCE - 6 Avenue George V / 75008 Paris | Tel : +33 (0) 1 53 57 84 84 | Fax : +33 (0) 1 53 57 84 82 | paris@gruiadufalt.com

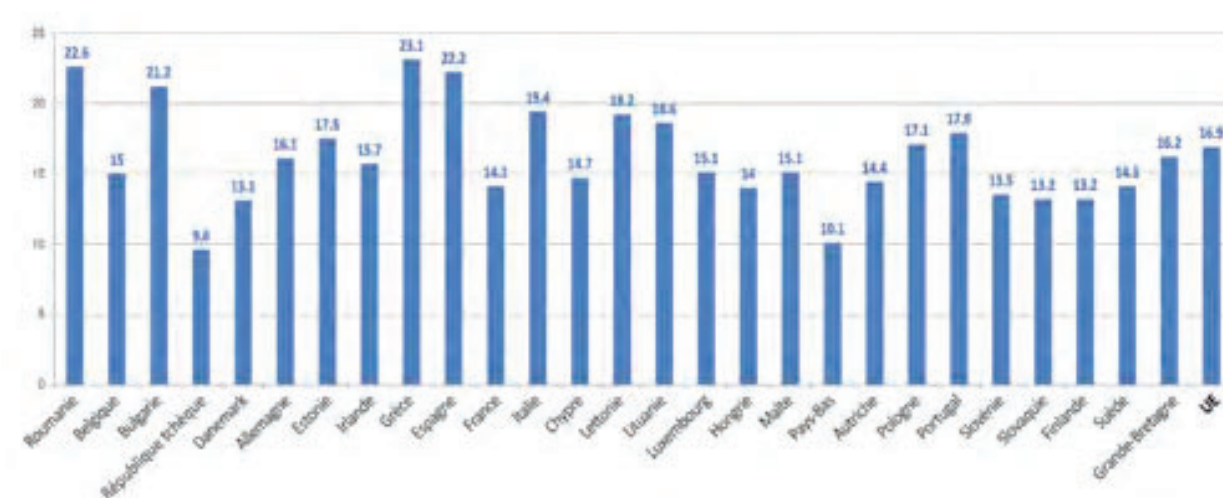
Taux de pauvreté en Roumanie selon le type de foyer (en pourcentage de la population totale), en 2013



Taux de pauvreté en Roumanie par région (en pourcentage de la population totale)



Taux de pauvreté dans l’Union européenne (en pourcentage de la population totale), en 2013



LE TAUX DE PAUVRETE

Le premier graphique (page 32) montre que la pauvreté est plus fréquente parmi les familles avec enfants que chez celles sans enfant, et ce sur l'ensemble de la période 2010-2014. Dans les foyers avec enfants, les situations les plus difficiles touchent ceux qui ont trois enfants ou plus, ainsi que les familles monoparentales, c'est-à-dire les personnes seules avec un ou plusieurs enfants. Par comparaison, seules 15,2% des familles formées par deux adultes et un seul enfant sont considérées pauvres *.

Dans les foyers sans enfant, en général moins touchés par la pauvreté, il existe néanmoins des différences notables en fonction du nombre d'adultes et de leur âge. Ainsi, les personnes seules sont davantage exposées à la pauvreté, et cela ne s'arrange pas à mesure qu'elles vieillissent. A l'inverse, les couples sans enfant sont ceux qui risquent le moins de tomber dans la pauvreté, indépendamment de leur âge. Au sein des foyers formés de deux personnes de moins de 65 ans, le taux de pauvreté est de 14,4%, et descend à 8,2% si l'une des deux a plus de 65 ans.

Le taux de pauvreté varie également en fonction des régions. En 2013, ce taux fut environ neuf fois supérieur

en Moldavie par rapport à la région de Bucarest-Ilfov, et huit fois supérieur en Dobrogea. Sur la période 2010-2013, la pauvreté a notamment progressé dans les régions du sud-est du pays (+ 5,7%), à l'ouest (+ 5,3%) et au nord-est (+ 4%), alors qu'elle a diminué dans le centre (– 3,5%) et légèrement baissé dans le sud-ouest, en Olténie (– 0,6%). Après la Grèce, la Roumanie est le pays enregistrant le plus grand nombre de pauvres de l'Union européenne, dépassant dans ce triste classement l'Espagne ou la Bulgarie. Bien que la crise ait accentué la pauvreté sur l'ensemble des pays européens, la Roumanie a été plus durement touchée par le phénomène.

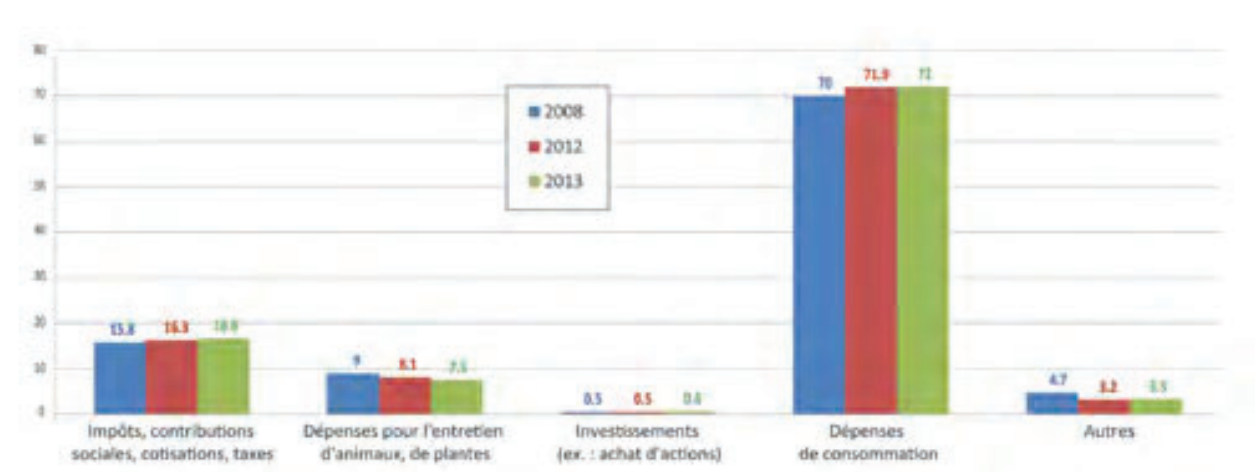
* Tant pour Eurostat, la direction de la Commission européenne chargée des statistiques, que pour l'Institut national roumain des statistiques (INS), une personne est considérée pauvre si ses revenus n'atteignent pas 60% du revenu moyen d'une population donnée. En 2014, ce seuil de pauvreté en Roumanie était de 180 euros par personne et par mois, et de 120 euros en 2008.

LES DEPENSES DE CONSOMMATION

Les dépenses moyennes totales de consommation de la population ont été, en 2013, de 2317,4 lei par mois et par famille (environ 520 euros), soit 90,6% du total des revenus. En 2013, l'alimentation a représenté en moyenne

41,4% de ces dépenses, suivie du logement, avec 20,6% – à noter que le chauffage à lui seul compte pour 16,7% des dépenses. A l'opposé, les loisirs n'ont représenté en moyenne que 1,5% des dépenses, et l'éducation 0,5%.

Répartition des dépenses des Roumains (en pourcentage de leurs revenus)



Texte et graphiques : Dan Popa
Sources : Institut national des statistiques (INS) et Eurostat

LEUR QUOTIDIEN

Selon un rapport récent de la Commission européenne, un salarié roumain sur cinq ne gagne pas suffisamment pour vivre une vie décente. Pourtant, pour la première fois en sept ans, les Roumains envisagent 2015 avec un peu plus d'optimisme, d'après un sondage de l'institut Ires paru en décembre dernier : 68% des sondés sont confiants quant à la relance de l'économie, 43% s'attendent à une augmentation de leurs revenus, tandis que 39% pensent que les salaires resteront au même niveau. Qui sont ces Roumains ? Comment vivent-ils ? Réponses en quelques portraits.

Monica Preda, chef d'équipe

« J'ai des revenus me permettant de passer des vacances à l'étranger au moins une fois par an, et qui me donnent aussi la possibilité de m'offrir quelques extras, mais pas tous mes caprices... ». Lentement mais sûrement, Monica Preda, diplômée en langues étrangères (section français-portugais), s'est forgé une belle carrière. Elle occupe aujourd'hui une position importante dans l'une des plus grandes sociétés de services informatiques du pays. Une réussite qui n'a pas été sans sacrifices... « Mon plus grand regret est d'avoir été contrainte d'abandonner un poste universitaire au bout de deux ans seulement », confie Monica. Son salaire, à l'époque, couvrait à peine le prix des photocopies pour les étudiants.

Quoi qu'il en soit, cette humaniste de souche, comme elle aime se décrire, se félicite à présent du chemin parcouru : elle a un travail motivant qui lui assure un niveau de vie confortable, même si elle doit parfois renoncer à certains loisirs, faute de temps. « Mais jamais à la lecture », assure-t-elle. Et même si à cause de la crise, Monica a elle aussi souffert de l'augmentation des prix et des charges. A trente ans, elle a désormais des projets de vie familiale qu'elle souhaite concrétiser avant la fin de l'année. Et de conclure : « Je me suis finalement rendu compte que le travail était surtout censé nous permettre de bien vivre le reste du temps. »



« Ceux qui se permettent de partir prennent en général trois congés par an : un principal en été d'au moins sept jours, et deux autres plus courts durant l'année, complète Mme Morariu. Beaucoup de Roumains ne partent toutefois pas du tout en vacances. » Aujourd'hui, la dépense moyenne pour un paquet touristique est de 150 euros par personne en Roumanie, et de 360 euros par personne pour les séjours à l'étranger.

Sources : INS, ANAT.

Jonas Mercier
Photo : Mediafax

Enfin d'autres horizons

Depuis la chute du communisme, l'appétit des Roumains pour les destinations étrangères n'a cessé de croître. En 2013, ils ont été onze millions à partir à l'étranger, contre six millions en 2000. « La majorité des touristes roumains préfèrent les séjours de relaxation, plutôt pendant l'été et dans des pays chauds, indique Traian Bădulescu, consultant en tourisme. Leurs destinations préférées sont la Turquie et la Bulgarie, et les familles avec enfants optent souvent pour les formules de séjour tout compris. »

D'un autre côté, les destinations se sont beaucoup diversifiées au fil des ans. La fin des visas vers les pays de l'Union européenne, en 2007, a notamment encouragé le tourisme dans les pays voisins. « Les vacances culturelles ou liées à des événements ont augmenté de façon exponentielle. Les jeunes notamment circulent de plus en plus entre les grandes villes du continent », souligne Lucia Morariu, présidente de l'Association patronale des agences de tourisme en Roumanie (ANAT).

Les vacances à l'étranger restent toutefois un luxe. Une majorité (70%) des touristes roumains restent en Roumanie pendant leurs congés.



Barbu Mihăiescu, économiste, actuellement sans emploi

« Dans ma famille, il y a actuellement un retour au matriarcat, puisque c'est la femme qui travaille et l'homme qui reste à la maison », avoue Barbu Mihăiescu, en tentant de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Au chômage depuis plus de sept mois, cet économiste âgé de 57 ans, ancien directeur logistique chez l'un des grands distributeurs d'électroménagers



du pays, a été sévèrement frappé par la crise économique. « A partir de 2008, ma situation a commencé à se dégrader. Les ventes ont chuté, dans un premier temps on m'a supprimé les bonus et les tickets resto, avant de me proposer un salaire diminué et des tâches modifiées. »

Bien qu'il ait changé d'entreprise, la crise a fini par tout balayer dans son domaine, y compris son poste. « Pour faire des économies, bon nombre de sociétés ont été amenées à externaliser leurs services, et me voilà au chômage », déplore Barbu, qui souligne que sa situation n'est pas singulière... « J'ai plusieurs amis de mon âge, anciens directeurs, qui se sont retrouvés dans une situation identique. Mais c'est assez normal, dans une économie en berne, la majorité des entreprises privées s'orientent vers du personnel moins qualifié, et donc moins coûteux. »

Son amertume est toutefois palpable. « Les recruteurs préfèrent la jeunesse à l'expérience. Il m'est aussi arrivé d'être écarté parce que je suis trop qualifié. Alors maintenant, j'enlève des passages de mon CV pour mieux correspondre aux offres. » En passe de vivre avec un seul salaire, la famille Mihăiescu note déjà le déclin de son niveau de vie. « On a dû sacrifier une bonne partie de nos loisirs : les sorties du week-end, les déjeuners en ville, les vacances d'hiver. La seule chose qu'on a préservée est le congé annuel. » En attendant les vacances, la famille tente de s'organiser de son mieux : la femme de Barbu, traductrice et interprète indépendante, travaille d'arrache-pied, sa fille est à la faculté, tandis que lui assume toutes les tâches domestiques... « J'essaie de rester optimiste, mais plus le temps passe, plus c'est dur. »

Cristina Tudor, secrétaire littéraire

« L'argent ne me plaît pas du tout. Je n'aime pas le compter, le toucher ou le négocier », confesse Cristina Tudor, secrétaire littéraire et chargée de la promotion du théâtre Odéon, l'un des plus connus de Bucarest. Fidèle à sa nature artistique, elle préfère savourer la chance de travailler au sein d'un édifice emblématique de la capitale, entourée de grands noms de la scène roumaine, plutôt que de se plaindre d'un salaire lui permettant à peine de couvrir les cours de natation, d'anglais ou de guitare de son fils. « J'ai un mari qui travaille dans le privé et dont le salaire est trois, voire quatre fois supérieur au mien. C'est grâce à cela qu'on peut se permettre deux petites vacances par an à l'étranger, un dîner en ville de temps en temps, et parfois une toute petite antiquité. »



Si son emploi du temps plutôt léger lui permet de se consacrer à sa famille, Cristina arrondit aussi ses fins de mois par des collaborations avec différents festivals de théâtre. Bien que sans crédit à rembourser à l'heure actuelle – « On a eu un crédit hypothécaire, mais on l'a remboursé intégralement » –, elle se veut modérée. « Avant d'acheter quoi que ce soit, je me demande toujours : est-ce que tu en as vraiment besoin ? Est-ce un produit de bonne qualité ?... ». Parce que si le logement est payé, le foyer a du mal à faire des économies... « On n'y arrive pas. Si un jour on a des soins de santé importants, je me demande comment on fera. C'est ça ce qui m'effraie le plus. »

Nicolae Ionescu, étudiant

« J'ai décidé de travailler parallèlement à mes études, parce que je ne voulais plus demander de l'argent à ma famille, raconte Nicolae Ionescu, 23 ans, actuellement en Mastère d'informatique et d'économie. Originaire de la petite ville de Găești, dans le sud du pays, Nicolae travaille déjà en tant qu'analyste-programmeur chez un important fournisseur de services et de solutions informatiques de Bucarest. Un emploi à plein temps qui lui permet d'acquérir des compé-



tences professionnelles, et de vivre décemment.

« Même s'il y a des choses que je ne me permets pas encore, j'espère que ça ira mieux d'ici une année ou deux. » Parmi ses objectifs : une voiture et louer un petit appartement. Pour l'instant, il vit chez la sœur de sa petite amie. « Presque chaque week-end, je fais des sorties en vélo. C'est un hobby et une nécessité vu que je travaille assis huit à neuf heures par jour », ajoute Nicolae. Bien que passionné par son travail, son emploi du temps est selon lui trop chargé... « J'espère avoir plus de temps pour moi et ma future famille. Je ne voudrais pas voir mes enfants uniquement tard dans la soirée. »

Vivianne Șerban, retraitée

« Même si je touche une retraite honnête de presque 450 euros par mois, mon niveau de vie est plutôt moyen. A cause de la crise, j'ai été obligée de me restreindre un peu : je vais moins souvent au salon de ma cosméticienne, j'achète moins de livres, et pourtant je continue de dépenser plus que ce que je gagne. Je mobilise une bonne partie de mes ressources pour la nourriture et les soins de santé, qui ont tendance à s'accumuler ces derniers temps. »



A la retraite depuis 2006 au bout d'une vie de travail dans une entreprise de forage et d'exploitation de sondes marines basée à Constanța, Vivianne Șerban, géologue de formation, a décidé d'être une jeune retraitée active et moderne plutôt que d'angoisser face au temps qui passe. Premier pas dans cette nouvelle direction : renouer avec une passion de jeunesse, à savoir le métier de guide. Son attestation désormais en poche, elle collabore l'été avec une agence de voyages. Une chance de voir le monde et de s'offrir des petits plaisirs... « C'est de cette manière que je me permets de temps en temps un bon parfum, de jolis vêtements, un tensiomètre de qualité et même une tablette. » Un gadget l'aidant aussi bien à s'informer qu'à jouer les mamies modernes aux yeux de son petit-fils dont elle s'occupe quotidiennement depuis quatre ans déjà.

« Au moment où il est allé à l'école, j'ai décidé de déménager sur Bucarest pour être plus proche de lui et de ma fille, aller le chercher après les cours, l'aider à faire ses devoirs et passer du temps avec lui. Cela fait pas mal d'années que je suis veuve, j'étais heureuse de repartir à zéro. » La société roumaine d'aujourd'hui ?... « J'espère que les choses s'arrangeront, du moins pour les plus jeunes. » Si elle ne se fait pas trop de souci pour elle grâce à sa famille, une retraite et même de petites économies placées dans une mutuelle, la perte de certaines valeurs la révolte et la désespère. « Je me sens agressée par le manque d'éducation, le langage violent, la méchanceté. J'essaie d'apprendre à mon petit-fils les vrais principes de la vie, mais je crains qu'on ne le ridiculise pour ça. »



Bogdan Baltac, entrepreneur

« Il n'y a pas de répit pour réussir en affaires », affirme Bogdan Baltac, 40 ans, qui en 2003 a pris les rênes de Novatech, une entreprise familiale spécialisée dans les équipements et les services pour l'industrie automobile, et dont le chiffre d'affaires est monté à plus de 2 millions d'euros en 2014. Si son nom lui a donné accès à l'entreprise depuis sa création, en 1994, c'est grâce à son seul mérite que Bogdan Baltac a gagné ses galons. Après plusieurs postes occupés au sein de Novatech, il peaufine ses études à l'étranger, trois années durant, avant de se lancer dans l'aventure de l'entrepreneuriat. En 1996, aux côtés d'autres membres de sa famille, il fonde une nouvelle société spécialisée cette fois-ci dans les logiciels. Autant de réussites professionnelles qui lui permettent « un niveau de vie bien au-dessus de la moyenne en Roumanie, assure-t-il, l'accès à tous les services et les produits de qualité, qu'il s'agisse de l'éducation de mes deux enfants, de soins de santé ou de loisirs. »

Des obstacles, de nouveaux défis à relever ? D'abord faire face au contexte économique... « D'autant que la crise a entraîné un changement de priorités de la part des clients, qui privilégient désormais le prix au détriment de la qualité. (...) Ensuite, consacrer aux af-

fares le plus clair de mon temps pour motiver et servir d'exemple à l'équipe, ajoute l'entrepreneur, qui précise que dans une entreprise familiale, les pauses se reflètent dans le bilan de fin d'année. » Bogdan Baltac s'est aussi lancé, en 2010, toujours aux côtés de sa famille, dans un nouveau domaine : le tourisme de luxe... « Des voyages personnalisés autour du monde, sur des yachts ou des îles désertes. » Une affaire à haut potentiel, selon lui, qu'il aimerait léguer à ses enfants.

Ioana Stăncescu
Photos : Mihai Barbu

VOUS ÊTES DIRIGEANT D'UNE ENTREPRISE OU INSTITUTION CLIENTE DE GDF SUEZ ENERGY ROMÂNIA?

Depuis le 1er janvier 2015, les tarifs finaux réglementés pour la fourniture en gaz des professionnels ont été modifiés.*

Adhérez maintenant à l'offre GDF SUEZ Clasic par courrier ou activez l'offre GDF SUEZ e-Clasic sur www.gdfsuez.ro pour bénéficier de:**

- Tarifs avantageux
- Adhésion rapide en toute sécurité
- Accès facile à toutes les informations nécessaires (index, paiements, consommation)

*Offres valables du 1er novembre 2014 au 25 novembre 2015 pour les professionnels qui ont un contrat réglementé pour la fourniture en gaz avec GDF SUEZ Energy România et sont raccordés au réseau de distribution de Distribuția Sud Reșetie.
**Conformément à l'art. 179, paragraphe (2), lettre a) de la Loi de l'énergie électrique et du gaz naturel no. 123/2012 sous réserve de modifications ultérieures.
***L'offre GDF SUEZ e-Clasic est disponible exclusivement pour notre portefeuille de professionnels GDF SUEZ Energy România au 31.12.2014 et raccordés au réseau de distribution de Distribuția Sud Reșetie.

GDF SUEZ
ETRE UTILE. SUR 110 MILLIONS

Le vieillissement de la population est devenu un vrai problème en Roumanie. Si la tendance actuelle se maintient et les autorités n'interviennent pas pour stimuler l'emploi, les experts soutiennent que d'ici 2040 le pays sera confronté à des difficultés insurmontables pour payer les retraites.

Au secours DES VIEUX JOURS

EN 1988, LA ROUMANIE DE NICOLAE

Ceaușescu fêtait la naissance du 23 millionième Roumain. Aujourd'hui, le pays ne compte plus que 19,9 millions d'habitants : à l'origine de ce déclin, la chute de la natalité et l'émigration. « *La Roumanie est entrée dans la 26ème année consécutive de baisse de sa population. Ce recul représente l'une des principales menaces à l'adresse du système public de retraite* », souligne le sociologue Vasile Ghețău.

En l'espace de deux ans seulement, entre 2012 et 2014, le nombre d'enfants âgés de 0 à 14 ans a baissé de près de 95 000, se chiffrant à 3,09 millions, tandis que celui des adultes de 15 à 64 ans a chuté de 114 000, à 13,5 millions. En revanche, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans – l'âge légal du départ à la retraite pour les hommes, 63 ans pour les femmes – a progressé de 55 000, pour s'élever à 3,3 millions. A ce rythme, s'il y a aujourd'hui 25 personnes âgées pour 100 adultes, ce rapport passera à 50 pour 100 adultes d'ici 2050. Le rapport sera encore plus dramatique lorsqu'il s'agira du nombre de retraités par employé, d'autant que les analystes soulignent que les départs à la retraite sont plus nombreux que les nouvelles embauches.

Le Premier ministre Victor Ponta a récemment assuré que pour la

première fois après une dizaine d'années, le nombre de salariés a augmenté et rattrapé celui des retraités, s'élevant à 5,2 millions de personnes. Mais selon l'Institut national des statistiques, la Roumanie comptait moins de 4,5 millions de salariés fin 2014, tandis que des experts indépendants soulignent qu'il est difficile de faire un décompte exact. « *Lorsqu'on parle du nombre de salariés et de retraités, on ne peut pas faire une équation du genre A égale B, les choses ne sont pas si simples que ça* », indique Dumitru Costin, leader du Bloc National Syndical (BNS). Selon lui, une grande partie des nouveaux salariés enregistrés ont en fait des contrats de travail à temps partiel, ce qui veut dire que leurs cotisations au système public de retraite sont modiques.

En outre, de plus en plus de Roumains, soit un sur cinq actuellement, sont payés au salaire minimum, ce qui fera que leur retraite suffira à peine pour subvenir à leurs besoins de base. S'élevant à 860 lei par mois (environ 180 euros), la retraite moyenne représente aujourd'hui 27% du salaire moyen brut. « *Les déséquilibres auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui sont le résultat des mauvaises décisions prises par le passé* », estime de son côté l'analyste Suzana Dobre, évoquant les lois autorisant les départs anticipés à la

retraite ou encore les majorations des pensions à des fins électorales.

Un pic dans ces déséquilibres sera sans doute atteint vers 2030, lorsque les *decreșei*, ces enfants nés après l'adoption en 1966 par les autorités communistes d'un décret interdisant l'avortement, atteindront l'âge de la retraite. Suite à l'entrée en vigueur de ce texte, le nombre de nouveaux-nés doubla presque en l'espace d'un an, passant de 273 000 en 1966 à 527 000 l'année suivante. Selon des estimations, si le taux de natalité enregistré cette année-là s'était maintenu, la Roumanie compterait aujourd'hui environ 32 millions de personnes. Ce taux baissa toutefois progressivement, passant de 27 nouveaux-nés pour 1 000 habitants, à 10 pour 1 000 habitants en 2012.

« *La Roumanie est entrée dans la 26ème année consécutive de baisse de sa population. Ce recul représente l'une des principales menaces à l'adresse du système public de retraite* »

Mais déjà, rappelle M. Costin, « *le système public des retraites enregistre un déficit chronique* ». En 2014, son solde a représenté 2% du Produit

intérieur brut, soit 3 milliards d'euros. En 2015, suite à l'entrée en vigueur de la baisse des charges patronales, ce déficit risque de progresser d'un milliard d'euros supplémentaires. Afin de payer l'intégralité des retraites, soit 11,4 milliards d'euros par an, le gouvernement doit compenser la baisse des cotisations en puisant dans le budget public, ce qui pénalise d'autres secteurs clés, dont la santé et l'éducation. « *Cela équivaut à hypothéquer l'avenir* », déplore M. Costin.

« *Les Roumains nés après 1967 craignent qu'une fois à la retraite, leur pension ne leur assure pas un niveau de vie décent* », indique le groupe de réflexion ExpertForum dans un rapport sur les retraites à l'horizon 2040. Citant également les conclusions d'une étude réalisée par la Banque mondiale, ExpertForum évoque une triple pression sur le système de retraite : « *La baisse du nombre des personnes qui cotisent, la multiplication des bénéficiaires et la progression de l'économie informelle, donc du nombre des personnes qui ne paient pas de charges sociales.* »

Le groupe recommande d'améliorer la collecte des charges sociales et de

développer le système de retraite « par capitalisation » – qui opère en Roumanie depuis 2008 sous le nom de « 2ème pilier », avec des contributions obligatoires à un fonds de retraite privé pour les employés âgés de moins de 35 ans. Fin 2014, les actifs des fonds de retraite privés s'élevaient à 4,26 milliards d'euros, en hausse de 37% par rapport à la fin 2013, même si leur rendement est passé de 11,75% à 8,71% l'année dernière.

« *Pour 2015, nous nous attendons à une progression de 3,5% du nombre de contributeurs, à 6,5 millions, et à des cotisations de 4,4 milliards de lei, en hausse de 14% par rapport à 2014* », a déclaré lors d'une conférence de presse en janvier dernier la présidente de l'Association pour les pensions de retraite privées (APAPR), Raluca Țintoiu. Selon le calendrier prévu, le quota de contribution à ce système passera en mars de 4,5% à 5%, avant d'atteindre 6% en 2016.

Ceci étant, les analystes s'accordent pour dire que la clé pour résoudre le casse-tête des retraites est surtout de stimuler l'emploi. ExpertForum assure qu'il suffirait de créer 625

000 nouveaux emplois sur dix ans et de limiter le travail au noir pour renforcer les chances d'une retraite « décente » et alléger le fardeau pour le budget public. Le leader du BNS indique lui que sept des huit régions de développement du pays souffrent d'une baisse du nombre de personnes en âge de travailler. La seule exception est la région du nord-est, qui est aussi la plus pauvre, avec un PIB par habitant s'élevant à peine à 50% de la moyenne nationale. « *Pour combler ce déficit de main-d'œuvre, les autorités doivent trouver des solutions afin notamment d'encourager la mobilité* », affirme-t-il.

« *La Roumanie enregistre aujourd'hui l'un des taux d'occupation les plus faibles d'Europe* », soit 64% d'employés parmi les personnes âgées de 20 à 64 ans, déplore Mme Dobre. « *Même si ce taux progresse, lorsque les "baby-boomers" atteindront l'âge de la retraite, la main-d'œuvre sera en deçà des besoins. Dans ces conditions, d'ici quelques années, la Roumanie devra penser à attirer des travailleurs d'autres pays.* »

Mihaela Rodină
Photo : Mediafax



Fracture

Chevron, deuxième compagnie pétrolière des Etats-Unis derrière ExxonMobil, a décidé fin février de mettre un terme aux prospections dans trois de ses quatre concessions – où elle comptait exploiter du gaz de schiste –, et a abandonné tout projet pour 2015. La justification officielle est que la compagnie américaine aurait trouvé de meilleures opportunités d’investissements ailleurs. Mais les nombreuses manifestations contre l’exploitation de gaz de schiste, le manque de



résultats, ainsi que la frilosité du gouvernement ont sans doute joué leur rôle dans cette décision. De leur côté, Petrom et ExxonMobil ont annoncé la découverte d’un nouveau gisement de gaz en mer Noire. Selon Petrom, ces nouvelles réserves s’élèveraient à 25 milliards de mètres cubes, ce qui représente environ 3,5 milliards d’euros. La nouvelle découverte s’ajoute au gisement de 12,5 milliards de mètres cubes identifié en 2013, toujours par Petrom et ExxonMobil, et toujours en mer Noire. Răsvan Roceanu. Photo : Mediafax (lire aussi un article sur le sujet dans la revue de presse page 76).

Thomas Holst, directeur de Chevron Roumanie, lors d’une rencontre avec la presse sur le site d’exploration de gaz de schiste à Pungești, en avril 2014

C'est le plan



Lors de la présentation du Master Plan au ministère des Transports, le 10 février dernier.

45,5 milliards d’euros, c’est la somme totale estimée pour la mise en œuvre du Master Plan multi-annuel pour les transports 2015-2030, dont le projet a été adopté le 25 février dernier par le gouvernement. Ce Master Plan prévoit notamment la construction de 1 300 kilomètres d’autoroutes – coût : 13,7 milliards d’euros – et de 1800 kilomètres de voies rapides – coût : environ 10 milliards d’euros. Les tracts prioritaires seraient Sibiu-Pitești, Sibiu-Brașov, Brașov-Bacău, Târgu Neamț-Paşcani-Iași-Ungheni, Brașov-Comarnic, et Pitești-Craiova ; ils viendront ainsi s’ajouter aux 660 kilomètres d’autoroutes déjà en place. Le Master Plan envisage aussi la remise en état de 2 870 kilomètres de voie ferrée – pour 10,7 milliards d’euros –, et la modernisation de 1 000 kilomètres de voie afin de permettre une vitesse de circulation des trains plus élevée. R.R. Photo : Mediafax

La chronique

DE MICHAEL SCHROEDER

DU BON CÔTÉ

Selon une étude de la société d’audit PwC, 44% des dirigeants en Roumanie seraient très optimistes quant aux perspectives de croissance économique pour 2015. Un autre sondage, publié récemment par l’Institut Gallup, montre cependant que les Roumains sont, dans l’ensemble, très pessimistes. Leur score au « Happy planet index » se situe à un niveau plutôt bas. Parmi les 138 pays répertoriés dans l’étude, le Guatemala, le Panama ou les pays d’Europe du nord sont au top de la liste. Les Roumains occupent de leur côté la 104ème position. Etre pessimiste ou plutôt optimiste, deux humeurs, deux façons de vivre. Au sein d’une entreprise, on se place parfois d’un côté ou de l’autre pour des raisons tactiques, pour freiner les attentes des actionnaires, par exemple ; ou à l’inverse pour motiver son équipe afin qu’elle puisse atteindre des objectifs ambitieux.

Mais le sujet est plus large, il nous touche profondément. Il dévoile notre façon de voir le monde et nous-mêmes. La plupart du temps, nous ne nous rendons pas compte comment nos expériences nous conditionnent. Thomas Harris, un psychiatre américain connu par son bestseller *I’m ok, you’re ok*, est arrivé à la conclusion que c’est pendant l’enfance que nous construisons notre scénario de vie de manière inconsciente, un facteur déterminant étant l’amour ou le manque d’amour de la part de nos parents.

Sentiment d’optimisme ou plutôt de pessimisme ?... C’est à n’en pas douter la preuve que le passé se manifeste. Déjà lors d’autres chroniques, j’ai proposé d’accepter les choses telles qu’elles sont, sans jugement, sans drame, sans excitation excessive. Cela peut s’apprendre avec un peu de prise de conscience et de volonté. La philosophie Huna des Hawaïens est en ce sens révélatrice... « Energy flows where attention goes. »

Dr. Michael Schroeder est life & business coach à Bucarest.

RESOURCING THE WORLD

We have everything it takes to deal with your challenges in terms of: environment, growth, access to resources.

www.vwv.ro

VEOLIA WATER Solutions & Technologies

Et 2015 ?

Les données diverses sur la croissance économique vont évoluer tout au long de l'année. Aujourd'hui, quelles sont les premières estimations ?

Commission nationale des prévisions (CNP) :

La CNP a rendu public fin février ses premières estimations pour la croissance en 2015. Selon elle, le Produit intérieur brut (PIB) augmentera de 2,8% cette année – contre 2,9% en 2014, selon l'Institut national des statistiques –, de 3% en 2016, de 3,3% en 2017, et de 3,5% en 2018. Le taux d'inflation sera de 2,6% en 2015, et le taux moyen de change tournera autour de 4,46 lei pour un euro, et de 3,88 lei pour un dollar américain. La production industrielle augmentera de 3,4%, toujours en 2015, et le salaire moyen net pourrait augmenter de 5,9% cette année par rapport à 2014, jusqu'à 1759 lei (environ 394 euros).

Coface (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) :

En 2015, la croissance du PIB en Roumanie sera de l'ordre de 2,5%, estime de son côté la Coface, qui souligne que la consommation des ménages ainsi que les investissements privés et publics en seront les moteurs principaux, tandis que l'agriculture stagnera – le secteur a déjà atteint un niveau record en 2014. A noter que d'après les experts français, le déficit persistant du commerce extérieur restera un frein pour l'économie. Concernant le taux d'inflation, ils confirment les prévisions de la banque centrale roumaine : aujourd'hui de moins de 1%, il va croître jusqu'à 2,5% en fin d'année. La moyenne annuelle ne devrait cependant pas dépasser 2%. (Source : hotnews.ro)

Florin Pogonaru, président de l'Association des hommes d'affaires de Roumanie (AOAR) :

« Je ne m'attends pas à des résultats qui défraient les statistiques. Par contre, j'espère que l'agenda économique prendra un peu plus souvent le dessus sur l'agenda politique. Je suis confiant, nous devrions démarrer une période de stratégies sur le long terme, assure M. Pogonaru. Le Master Plan pour les transports est un bon exemple. Il en faut d'autres dans tous les domaines. »

Sorin Dimitriu, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Bucarest (CCIB) :

En 2015, les hommes d'affaires miseront davantage sur les activités

de recherche et de développement, soutient Sorin Dimitriu. A côté des fonds européens disponibles par l'intermédiaire des programmes opérationnels, la Roumanie sera en mesure de bénéficier d'injections de capital grâce au système européen de garanties pour les crédits octroyés aux entreprises (le plan Juncker). Le président de la CCIB affirme par ailleurs que le poids de la capitale dans les exportations totales du pays augmentera de 16% en 2014 jusqu'à 18-20% fin 2015. Bucarest concentre à l'heure actuelle 27% des importations roumaines, ce chiffre augmentera de 10 à 12% cette année, estime-t-il.

Dragoș Pîslaru, directeur général de la société GEA Strategy & Consulting :

Les trois premiers secteurs facteurs de croissance cette année seront l'agroalimentaire, les technologies de l'information et de la communication, et l'automobile, soutient Dragoș Pîslaru. Selon lui, fin décembre de cette année, le taux d'absorption des fonds européens pour la période 2007-2013 sera d'environ 70% – le gouvernement mise sur 80% –, et il y aura, sur l'ensemble de l'année, 50 000 nouvelles entreprises créées notamment grâce aux programmes européens. Les projets prioritaires seront la centrale hydro-électrique de Tarnița-Lăpușești, le développement de la centrale nucléaire de Cernavodă, et le projet ELI, le laser d'ultra haute intensité en cours de construction à Măgurele. (Source : hotnews.ro)

Gina Dadu, directrice de la revue Arena Construcțiilor :

Le secteur du bâtiment va poursuivre le redressement débuté l'année dernière, affirme Gina Dadu. D'après elle, la construction de logements va se développer grâce aux investissements privés, et à la décision du gouvernement de poursuivre le programme Prima Casa. Gina Dadu mise aussi sur une accélération des



L'absorption des fonds européens sera elle aussi l'un des moteurs principaux de croissance cette année. A noter que la Roumanie devrait pouvoir récupérer une partie des financements non utilisés sur la période 2007-2013.

travaux dans l'infrastructure des transports, et sur une croissance de l'activité dans le secteur non résidentiel (bureaux, espaces logistiques et centres commerciaux).

Răzvan Cuc, directeur régional de RE/MAX Roumanie :

Le marché immobilier dans son ensemble augmentera de 5% cette année, assure Răzvan Cuc, grâce notamment aux projets initiés dans les grandes villes, à Bucarest, Cluj, Iași, Brașov, Constanța et Timișoara. Il souligne néanmoins que le boom immobilier d'avant la crise, avec des prix qui augmentent de façon spectaculaire d'une année sur l'autre, n'est pas près de se répéter. (Source : Mediafax)

Dan Popa, analyste économique :

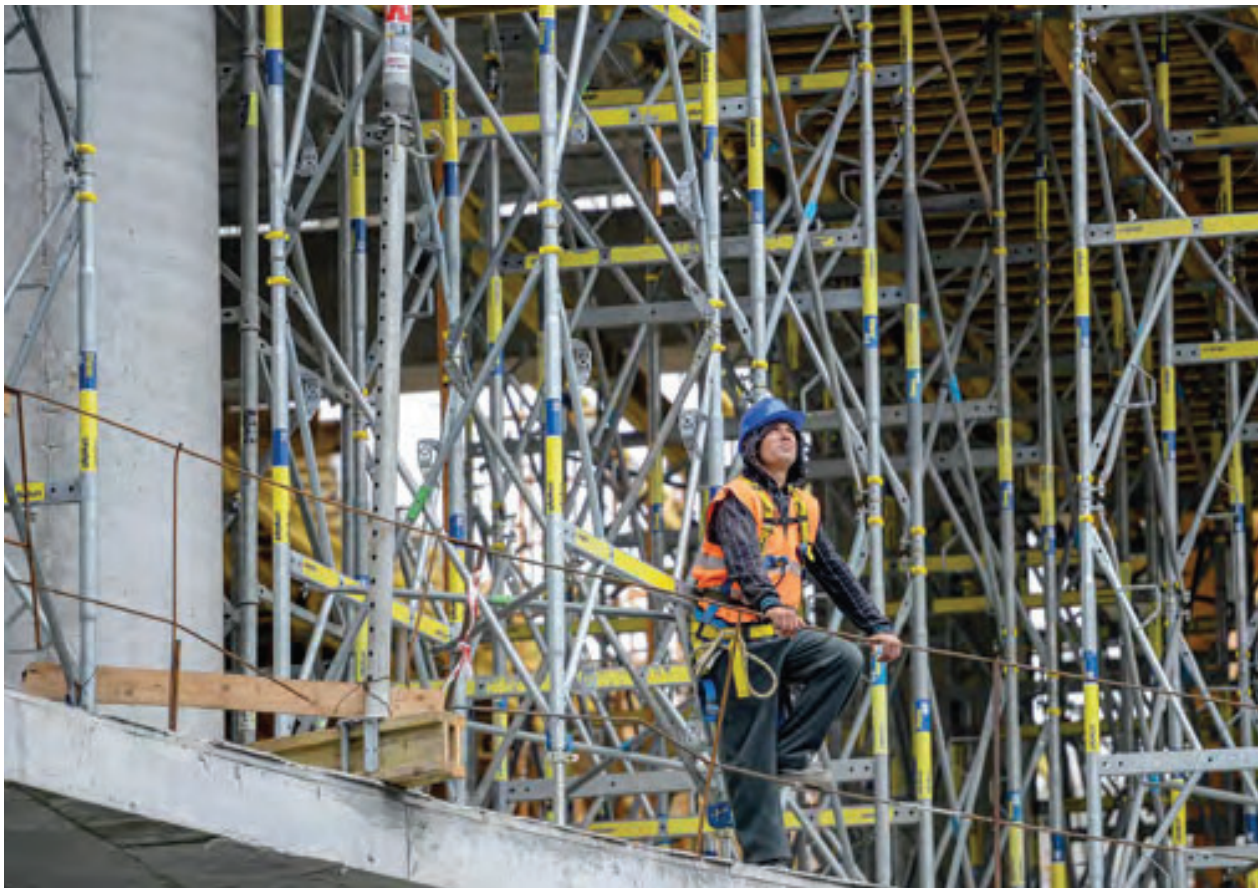
« Je pense qu'en 2015 nous aurons une croissance économique plus importante que celle prévue par les estimations officielles – entre 2,5 et 2,7% –, qui sera basée sur les exportations et la consommation interne. Néanmoins, pour que le décalage entre la Roumanie et les pays occidentaux se réduise, la Roumanie devrait avoir une croissance d'au moins 5% du PIB sur les quatre, cinq prochaines années. Cela ne sera possible qu'à travers une politique fiscale plus souple, et des actions plus poussées dans l'éducation et l'innovation sur le moyen et long terme. »

Răzvan Roceanu
Photos : Mediafax

Les estimations des créditeurs internationaux

Le budget de l'Etat pour 2015 a été élaboré sur la base d'une croissance du PIB de 2,5%, d'un taux d'inflation annuel de 2,2%, et d'un taux de chômage de 5,1%. En 2014, le PIB de la Roumanie a retrouvé son niveau d'avant la crise (2,9%, selon l'INS), et la croissance continue, affirme le Fonds monétaire international (FMI) dans ses plus récentes prévisions, citées par le site economica.net. Selon le FMI, on peut s'attendre à une croissance de 2,7% du PIB en 2015, dont le principal moteur sera la consommation des ménages sur fond d'augmentation des salaires, de prix réduits du pétrole, et de taux d'intérêt qui ont atteint un niveau minimum record. La Banque mondiale et la Commission européenne avancent le même chiffre de croissance du PIB, 2,7%. Bruxelles estime qu'il y aura un net redressement des investissements publics et privés, et que les exportations – qui ont déjà atteint le maximum historique de 52 milliards d'euros en 2014 – continueront de croître, mais que les importations augmenteront encore plus.

Fin 2014, sur le chantier du Mega Mall, le plus grand centre commercial jamais construit à Bucarest (quartier Pantelimon) : 210 000 m2 pour un investissement de 165 millions d'euros. Facteur important de croissance ces dernières années, la consommation des ménages restera cruciale pour le PIB en 2015.



La chronique

DE DAN POPA

LA SORTIE DU FRANC SUISSE

Le 15 janvier dernier, la fluctuation a commencé. Jusqu'alors plafonnée à un cours de 1,2 franc suisse pour 1 euro, la monnaie helvétique s'est soudainement renforcée, affolant les marchés financiers internationaux et ceux qui avaient cru bien faire en empruntant dans cette devise. Il aurait peut-être fallu s'attendre à ce qu'un jour la banque centrale suisse se fatigue d'alimenter chaque mois les marchés financiers de milliards de francs simplement pour que le cours de la monnaie nationale reste stable.



Suite à cela, des réunions internationales d'urgence se sont enchaînées, ceux qui s'étaient endettés en franc suisse sont descendus dans la rue demander de l'aide ; et de nouveau les banques ont été la cible de toutes les accusations. De leur côté, les autorités nationales ont fait ce qu'elles ont pu...
Fin février, le Parlement croate a approuvé un projet de loi prévoyant l'introduction, sur une période d'un an, d'un taux de change fixe entre le franc suisse et la monnaie nationale, la kuna, victime d'une dépréciation inattendue ; l'idée étant de protéger plus de 60 000 Croates qui ont contracté des crédits hypothécaires en franc suisse.
En Hongrie, le gouvernement de Viktor Orbán a forcé les banques à supporter seules le contrecoup de ce choc financier, en établissant un mécanisme afin que les citoyens puissent rembourser leurs crédits à un taux fixe

bien en-dessous de la valeur réelle de la monnaie nationale, le forint – soit 256,6 forints pour 1 franc suisse, alors qu'actuellement le cours devrait être de 319,9 forints pour 1 franc suisse. Partout en Europe, le Premier ministre hongrois a été fortement critiqué pour cette mesure, qu'il a toutefois réussi à imposer.
Quoi qu'il en soit, que ce soit en Croatie ou en Hongrie, les méthodes employées pour résoudre ce type de problème sont, selon un officiel de la Banque nationale roumaine, « à terme totalement inefficaces ». Mais que s'est-il passé en Roumanie ? Ici, les crédits en franc suisse ne représentent que 1,4% du Produit intérieur brut. Soit cinq fois moins qu'en Pologne et sept fois moins qu'en Hongrie. Seules 4,7% des sociétés privées ont emprunté en franc suisse, et uniquement 2,1% des Roumains ont un emprunt en franc suisse, soit un peu plus de 75 000 personnes. De ces 75 000, environ 30 000 ont des crédits sur moins de quinze ans, et pour des sommes inférieures à 30 000 francs suisses. Il s'agit donc avant tout de crédits à la consommation ; seuls sept crédits sur 100 concernent l'acquisition d'un bien immobilier. Ceci étant, des projets de loi ont été préparés afin de les aider, et la Banque centrale a organisé une série de réunions pour que les banques commerciales renégocient les contrats en franc suisse avec leurs clients.
A qui la faute de tout ce malencontreux épisode ? Un peu de tout le monde. Des clients, qui ne se sont pas suffisamment intéressés aux conséquences d'un emprunt dans une devise étrangère ; et des banques, qui veulent gagner toujours plus de part de marché et rémunérer leurs actionnaires avec des dividendes toujours plus généreux. Mais aussi des banques centrales qui connaissaient le risque, et qui ont permis un niveau d'endettement général beaucoup trop élevé.
Aujourd'hui, le calme est revenu. En Roumanie, le franc suisse a perdu un tiers de sa valeur par rapport au début de sa fluctuation à la hausse. Quant aux politiques, ils ne parlent presque plus de la crise du franc suisse, ou préfèrent ne plus en parler.

Photo : Mediafax

COMMUNIQUÉ



LES PROPRIETAIRES DE DUSTER, REUNIS POUR LA 8EME FOIS EN ROUMANIE

Fin février 2015, à Slănic Prahova, a eu lieu la huitième édition de la Réunion de l'Association Club Duster, avec la participation de 40 véhicules Dacia Duster et d'une centaine de personnes. Parmi les invités, Nicolas Maure, président-directeur général de Dacia et directeur général de Renault Roumanie, et Jan Ptacek, directeur général de Renault Commercial Roumanie, présents aux côtés des membres du club Duster 4x4 Everyone – des collaborateurs de Renault Roumanie qui participent à des compétitions nationale et internationale d'off-road avec des véhicules Dacia Duster.

DEUX JOURS D'ADRENALINE

Les participants au concours sont partis en caravane à la saline de Slănic, avec halte au monastère de Crasna. Avec leurs Duster traction intégrale, trois catégories (standard, AT/MT et féminin) ont pu faire preuve de leur talent sur un terrain difficile. Les gagnants ont été récompensés par plusieurs prix (accessoires Dacia Duster et articles promotionnels). Le public a notamment pu découvrir deux véhicules spéciaux réalisés par les équipes de Renault Technologie Roumanie : le Duster ambulance à chenilles et le Duster Pick-Up – aussi bien que les nouveaux véhicules de compétition sur lesquels concourent les membres de l'équipe Duster 4x4 Everyone dans les championnats off-road interne et international. Ces rencontres sont organisées deux fois par an par l'Association Club Duster et le forumduster.ro. Plus de 2 000 propriétaires et passionnés du modèle fréquentent le forum.



L'OMBRE chinoise

Des investisseurs chinois seraient très intéressés par la Roumanie, notamment pour développer la centrale nucléaire de Cernavodă. Mais dans les faits, qu'en est-il ?

ALEX S'APPELLE EN REALITE XIE

Ling, mais il a pris un nom roumain pour se rapprocher des acheteurs potentiels et mieux vendre ses produits. Xie a 30 ans et gère une petite boutique de vêtements au Dragonul roșu (Dragonul roșu), un grand complexe commercial accueillant plus

de 5 500 magasins, situé à l'est de Bucarest. Mais depuis quelque temps, « Garda », le fisc roumain, fouine dans ses affaires plus que d'habitude ; alors il pense quitter les lieux. Peut-être aller en Italie ou en France où les produits « Made in China » pourraient lui rapporter davantage.

La présence des Chinois en Roumanie est à la fois importante et discrète. Depuis une dizaine d'années, des milliers de commerçants comme Xie se sont installés au Dragonul roșu qui appartient au groupe roumain Niro, ce dernier ayant conclu divers contrats avec des holdings chinoises,

entre autres. Tout un quartier chinois s'est ensuite construit autour du complexe commercial. D'un autre côté, aucun grand groupe de l'Empire du milieu n'a pour l'instant investi de façon conséquente dans le pays.

Pourtant, de par sa position géographique notamment, Pékin sait que la Roumanie est une belle porte d'entrée vers le marché européen pour les grandes infrastructures. Plus de 15 milliards d'euros d'investissements chinois sont d'ailleurs prévus dans le pays, dans l'énergie, les transports et l'agriculture. Lors de sa tournée en Europe centrale et orientale fin 2013, le Premier ministre chinois Li Keqiang est venu en personne à Bucarest signer les premiers accords. Et d'autres accords furent confirmés l'été dernier, quand Victor Ponta est allé en Chine.

« *On parle de sommes importantes, de plusieurs années de travaux, et d'un éventuel profit après une longue période au sein d'un marché très volatile* »

Les projets dans le secteur de l'énergie devaient aboutir en premier, c'est en tout cas ce qu'affirmait Liviu Dragnea, alors vice-Premier ministre, en septembre dernier. Il faisait notamment référence à une offre intéressante déposée par une compagnie chinoise pour la construction des réacteurs 3 et 4 de la centrale nucléaire de Cernavodă (sud-est du pays, département de Constanța). « Pour l'instant, il ne s'agit que d'une lettre d'intention qui confirme l'intérêt des deux parties de réaliser le projet », précise Daniela Lulache, directrice de Nuclear Electrica, société d'Etat qui gère la centrale de Cernavodă et a négocié à l'automne dernier avec la China General Nuclear Power Corporation (CGN). « C'est un processus lent et difficile, comme toujours dans ce genre de situation, explique-t-elle. Mais il existe une intention claire pour

que les discussions aboutissent d'ici la fin de l'année, que ce soit dans un sens ou dans l'autre. De plus, comme dans n'importe quel projet, il existe toujours un plan B. »

La partie roumaine chercherait « seulement un investisseur, pas un constructeur », ajoute la directrice de Nuclear Electrica. Quant à la technologie utilisée pour ces nouveaux réacteurs, elle resterait d'origine canadienne, dite « Candu ». « On parle de sommes importantes, de plusieurs années de travaux, et d'un éventuel profit après une longue période au sein d'un marché très volatile », poursuit Daniela Lulache. De plus, quand on voit ce qui se passe avec le projet britannique Hinkley Point C (projet de construction de deux réacteurs nucléaires à Somerset, au sud-ouest du Royaume-Uni, ndlr), on se rend compte qu'il est aujourd'hui très difficile de mener à bien un projet nucléaire au sein de l'Union européenne. »

De son côté, l'Etat roumain aurait déjà investi massivement dans la centrale de Cernavodă : plus d'un demi-milliard d'euros pour la partie ingénierie civile, c'est-à-dire les deux grandes carcasses de béton où les deux réacteurs doivent être installés, ainsi que les bâtiments adjacents. Construite il y a trente ans, la rouille est visible à l'œil nu sur les différentes structures de la centrale, et la construction de halles pour le stockage des équipements d'exploitation n'est toujours pas terminée.

« Il existe une usine d'eau lourde qui a déjà produit une quantité suffisante pour des dizaines d'années, explique Ana Otilia Nuțu, experte en politique énergétique au sein du groupe de réflexion ExpertForum. Le gouvernement actuel prétend que d'une certaine façon, cette usine serait la contribution roumaine au projet nucléaire chinois, mais ce n'est pas très clair. » Selon elle, le problème principal reste, encore et toujours, « le manque total de transparence. (...) Nous sommes habitués aux grandes

conférences annonçant des projets de plusieurs centaines de millions d'euros, mais c'est tout ce qui se passe. »

De plus, l'investissement chinois à Cernavodă pourrait ne jamais devenir rentable. « Le prix de l'énergie devrait être beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui », conclut l'experte. Entre 2010 et 2011, RWE (Allemagne), GDF Suez (France), Iberdrola (Espagne) et CEZ (République tchèque) s'étaient déjà retirés du projet nucléaire roumain.

Carmen Constantin

Dessin : Sorina Vasilescu

Projets d'investissements chinois en Roumanie :

Energie :

- Réacteurs 3 et 4 de la centrale de Cernavodă : investissement estimé à 6 milliards d'euros. Etat du projet : en négociations.
- Centrale thermique électrique de Rovinari : investissement estimé à 1 milliard d'euros. Etat du projet : accord de construction.
- Centrale hydroélectrique de Tarnița : investissement estimé à 1 milliard d'euros. Etat du projet : lettre d'intention.

Transports/infrastructures :

- Ligne ferroviaire à grande vitesse Arad-Constanța : investissement estimé à 11 milliards d'euros. Etat du projet : il a été remplacé par la ligne Bucarest-Iași-Chișinău, un projet incertain.
- Ceinture de Bucarest, autoroute Craiova-Pitești : estimation de l'investissement non précisée. Etat du projet : abandonné.

Agriculture :

- Exportation de 3 millions de porcs, de 3 millions d'oies, et de 500.000 vaches : investissement estimé à 1 milliard d'euros. Etat du projet : incertain.

Haut la terre

La production agricole de la Roumanie a représenté 3,95% de la production totale de l'Union européenne en 2014, selon Eurostat (Direction des statistiques de l'UE). Elle a généré 15,5 milliards d'euros sur 392 milliards. Ce résultat place l'agriculture roumaine en 8ème position derrière la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Pologne. La production agricole locale se concentre majoritairement sur les produits végétaux (73%, dont 7% de céréales), alors que la moyenne européenne se situe à 52%. Le reste provient de l'élevage (26%), et des services agricoles (1%). Cette composition est à peu près identique à celle enregistrée en 2013 où la production végétale représentait 68,5%, l'élevage 30,5% et les services 1%. A noter par ailleurs que les exportations de produits agricoles ont atteint près de quatre milliards d'euros durant les neuf premiers mois de l'année dernière, soit le record de ces vingt dernières années. La bonne santé du secteur se vérifie aussi dans le taux d'absorption des fonds européens, qui frôle 100%. Jonas Mercier. Photo : Mediafax



La TVA pourrait descendre à 9% pour les fruits et les légumes.

GRANDS changements ?

A partir du 1er janvier 2016, la TVA (taxe à la valeur ajoutée) pour tous les produits et les services pourrait baisser jusqu'à 20%, selon le projet du nouveau Code fiscal adopté par le gouvernement le 18 février dernier – mais pas encore validé par le Parlement. Elle descendrait même à 9% pour les fruits, les légumes, le poisson et la viande. De plus, une deuxième étape de réduction pourrait être mise en place à partir du 1er janvier 2018 : la TVA générale ne serait alors plus qu'à 18% (au lieu de 24% actuellement). Selon les estimations de l'exécutif, les premières mesures auront pour résultat la création de 145 000 nouveaux emplois en 2016. Le deuxième grand changement sera la baisse du taux unique d'imposition sur le revenu. Aujourd'hui de 16%, le gouvernement veut le faire passer à 14%, mais seulement à partir du 1er janvier 2019. Enfin, le taux de contribution au chômage et à la retraite (CAS) pour les salariés baisserait de 10,5% à 7,5% au 1er janvier 2017. Et la charge fiscale des employeurs serait elle aussi allégée : le taux actuel de CAS de 15,8% diminuerait jusqu'à 13,5%, toujours à partir de début 2017. R.R. Photo : Mediafax

COMMUNIQUÉ



Le programme „Sens pour la vie”, soutenu par la Fondation Orange dans le cadre du concours „Le monde à travers les couleurs et le son”

Le principal objectif de la Fondation Orange en Roumanie est d'intégrer les personnes souffrant de déficiences sensorielles. A travers des projets soutenus chaque année dans le cadre du concours „Le monde à travers les couleurs et le son”, la Fondation Orange contribue de façon active à l'amélioration de la qualité de vie de ces individus, devenant ainsi une référence en termes d'implication et de contribution au bien-être de la société dans son ensemble.

L'un des programmes ayant le plus d'impact, soutenu par la Fondation Orange, s'intitule „Sens pour la vie”, un projet initié par Sense International (Roumanie). Il propose d'améliorer la vie des enfants et des adolescents souffrant de déficiences visuelle et auditive, ou de déficiences sensorielles multiples, et de les aider notamment à trouver un emploi.

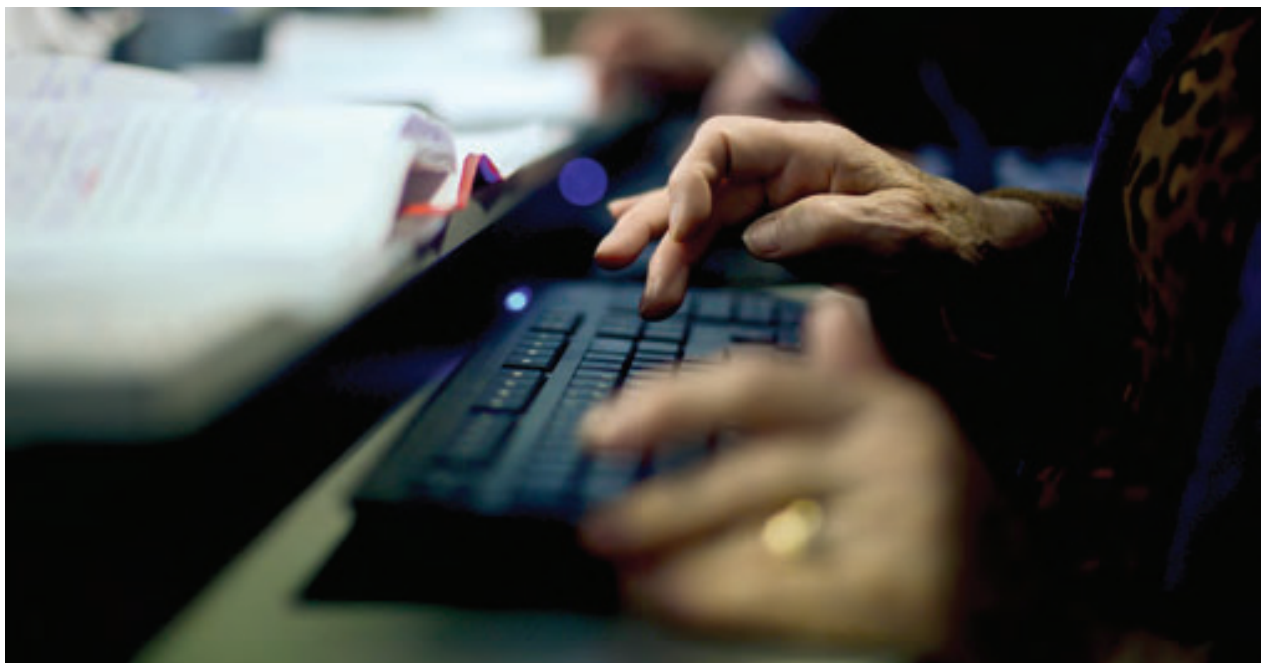
En général, les jeunes avec des déficiences sensorielles ont des difficultés à trouver du travail après avoir terminé leurs études. C'est pourquoi la Fondation Sense International souhaite créer un réseau national de centres au sein d'écoles spécialisées pour les enfants souffrant de déficiences sensorielles multiples. Dans ces centres, ils pourront apprendre un métier et avoir plus de chances de trouver un emploi, et de mener ainsi une vie indépendante.

Jusqu'à présent, la Fondation Sense International a mis en place, avec le soutien de la Fondation Orange, cinq centres spécialisés : un atelier de pâtisserie (à Iași), une mini-serre (à Galați), et trois mini-imprimeries à Bucarest, Arad et Timișoara. Tous ces ateliers fonctionnent au sein d'écoles spécialisées qui ont pour but de préparer l'avenir professionnel de ces jeunes, afin qu'ils s'intègrent dans le marché du travail et la société de façon générale.



DANS *les mœurs*

Les Roumains ont acheté pour plus d'un milliard d'euros de biens sur Internet en 2014, mis à part les produits de services, les billets d'avion ou de spectacles, les séjours touristiques et les factures courantes. Il s'agit d'une croissance de près de 50% par rapport à 2013, et l'ensemble des experts est d'accord pour affirmer que ce rythme sera tenu en 2015. « Cette évolution va durer encore pendant plusieurs années car elle n'est pas liée à la croissance économique mais au développement de la technologie, explique Dorin Boerescu, fondateur de la première agence de marketing affilié de Roumanie, 2Parale. Dans le pays, on compte dix millions de personnes connectées à Internet ; l'année dernière, trois millions faisaient déjà ses achats sur Internet. Etant donné que l'on vend désormais non seulement des appareils électroniques mais aussi de la nourriture ou des biens de consommation courants, cette proportion va inévitablement augmenter. » Plus de 80% des consommateurs roumains connectés vivent en milieu urbain ; leurs achats sur Internet se font dans les 5 000 magasins en ligne recensés. A noter cependant que la méthode de paiement préférée – à 90% – reste le paiement en liquide à la réception du produit. Jonas Mercier. Photo : Mediafax



Encore en chantier

Le tronçon reliant Bucarest à Fundulea (30 km) de l'autoroute allant vers Constanța, inauguré en 2004, sera en réparation dans les prochains jours, ont annoncé les Ponts et chaussées (CNADR). Les travaux vont consister à remplacer la partie supérieure en béton de l'autoroute par une couche de 8 centimètres de bitume. Le chantier est estimé à 22 millions d'euros et durera tout l'été, a précisé la responsable de la direction de l'entretien des routes au CNADR, Florea Dascălu. « La circulation sera de toute façon assurée durant le chantier », a-t-elle ajouté. J.M. Photo : Mediafax



L'autoroute vers Constanța, dénommée l'« autoroute du soleil », en janvier dernier.

Beaux chiffres

Le Produit intérieur brut (PIB) de la Roumanie a augmenté de 2,9% en 2014 par rapport à 2013, a annoncé l'Institut national des statistiques (INS) le 13 février dernier. Le PIB a ainsi atteint son niveau de 2008, avant le début de la crise économique et financière. Pourtant, en octobre dernier, le Fonds monétaire international estimait que la croissance ne dépasserait pas 2,4%. Selon les analystes, cette croissance est avant tout le résultat de l'activité industrielle qui, toujours selon



Lors du « Black Friday », le 21 novembre dernier, à Cluj. Les ventes de produits électroniques et électroménagers ont augmenté de 20% en 2014.

l'INS, a augmenté de 6,1% dans son ensemble, le secteur le plus dynamique ayant été l'industrie manufacturière (+ 7,5% par rapport à 2013). A noter par ailleurs une belle performance des exportations : plus de 52 milliards d'euros en 2014, un chiffre record annoncé par l'INS. Autre facteur favorable, la consommation des ménages. Selon l'institut d'études de marché GfK, les ventes de produits électroniques et électroménagers ont augmenté de 20% en 2014, dépassant le seuil des 2 milliards d'euros. Enfin, l'Association des producteurs et importateurs d'automobiles (APIA) a annoncé une croissance de 20,5% des ventes de voitures sur le marché autochtone sur l'ensemble de l'année 2014. Răsvan Roceanu. Photo : Mediafax





Alors que leur pays n'arrive que 25ème au sein de l'Union européenne et 65ème au monde pour ce qui est de la liberté de la presse – selon le rapport 2015 de Reporters sans frontières –, les médias de Hongrie s'épuisent à résister aux assauts d'un pouvoir politique à la fois agressif et insidieux. Un combat pour la survie, aux armes inégales, dont l'issue reste incertaine.

Quand les stylos TREMBLENT

DEUX TABLES, CINQ CHAISES, des murs éperdument blancs et vides tout autour. C'est dans ce vaste studio lumineux, niché dans un immeuble anonyme et labyrinthique de Budapest, à deux pas du Danube, que s'est installé le jeune centre de journalisme d'investigation Direkt36. Bébé de trois amis, cette publication en ligne tente de renforcer les défenses d'un genre journalistique en Hongrie dont « l'espace se réduit comme une peau de chagrin », soutient András Pethő, un ancien de la BBC et du *Washington Post*, entre autres.

Aujourd'hui, les cinq journalistes de Direkt36 auraient plutôt du mal à travailler ailleurs ; les compromis, ils ne veulent plus en entendre parler. « Je n'ai eu d'autre choix que celui de partir après un accord à l'amiable », raconte Gergő Sáling, qui s'est séparé d'Origo, l'un des grands sites d'informations hongrois dont il était le rédacteur en chef. Suite à la publication d'un article sur un voyage très coûteux d'un ministre à l'étranger, l'homme quitte le bateau en 2014 après une douzaine d'années de bons et loyaux services au sein de ce média détenu

par le géant allemand Telekom.

« Au début, on y faisait du journalisme solide, mais la pression externe et ensuite interne a progressivement augmenté, on n'avait plus le même soutien de la part de la direction pour traiter des sujets sensibles, on nous a même dit d'y aller mollo », se souvient Gergő. Il s'en va donc, mais est suivi tout de suite après par András – l'auteur de l'article en question –, ainsi que par deux tiers de la rédaction info et politique d'Origo. Six mois plus tard, aux côtés d'un autre ancien rédacteur

en chef du même site, Balázs Weyer, les deux compères mettent sur pied Direkt36 grâce auquel ils entendent « faciliter une prise de conscience du public quant aux coûts de l'information et, par ce biais, rapprocher les gens ordinaires du journalisme », un journalisme totalement indépendant, entièrement financé par les dons des internautes. Car en Hongrie, deux facteurs freinent la liberté des médias : la loi sur la presse d'une part, et la publicité d'autre part, ou plutôt l'absence de cette dernière.

« *La pression externe et ensuite interne a progressivement augmenté, on n'avait plus le même soutien de la part de la direction pour traiter des sujets sensibles, on nous a même dit d'y aller mollo* »

Conçue en 2010 par le gouvernement du Premier ministre conservateur Viktor Orbán, dans une foulée de sur-régulations touchant tous les secteurs, « la loi hongroise sur la presse est probablement la plus longue du monde, avec deux documents dédiés et d'autres réglementations comprises dans plusieurs textes », précise le professeur Péter Bajomi-Lázár, chercheur sur les médias à l'Université d'Oxford et à l'Ecole supérieure d'études économiques de Budapest. Longue mais

pas moins vague : « Elle n'interdit pas formellement, par exemple, la critique du gouvernement, tandis que ses dispositions semblent être en règle. La Commission européenne n'a pas pu y trouver de vrais problèmes », ajoute le professeur.

Cependant, les journalistes hongrois pataugent dans un flou légal, et peuvent facilement enfreindre la loi sans s'en rendre compte. Comment interpréter, par exemple, cette disposition énigmatique interdisant la publication d'informations qui pourraient nuire à l'institution de la famille et du mariage ?... « C'est la mise en œuvre de la loi qui pose problème, car elle est utilisée pour servir les intérêts partisans du gouvernement. Et elle sera appliquée ou pas, selon le contexte. C'est une épée de Damoclès au-dessus des journalistes qui, de ce fait, s'autocensurent », explique Péter Bajomi-Lázár. « Il y a aussi la peur d'être licencié par temps de crise et de ne plus pouvoir payer les prêts bancaires ou de subvenir aux besoins de sa famille », affirme pour sa part le journaliste Attila Mong en parlant de l'ambiance délétère régnant notamment à la MTVA, groupe média réunissant la radio et la télévision publiques, de même que la principale agence de presse hongroise (MTI). Pour Gergő Sáling et András Pethő de Direkt36, la loi sur les médias ne doit pas modifier leur activité quotidienne. « Nous n'avons pas le senti-

ment de mettre notre vie en danger en posant des questions ou en écrivant une lettre. Certes, si nous faisons bien notre métier, les conséquences peuvent être graves, mais nous les assumons. C'est nous qui avons choisi de faire du journalisme. »

De son côté, Attila Mong a dès le début fait les frais de cette loi et de la censure au sein de la MTVA. En 2011, avec son producteur, ce journaliste-animateur de la première chaîne publique de radio est interdit d'antenne puis remercié pour avoir observé une minute de silence à la mémoire d'une liberté de la presse partie en fumée. « Si c'était à refaire, je le referais. Je ne voulais pas que les jeunes journalistes nous reprochent, plus tard, le silence. Notre geste a suscité un débat sur l'avenir même de la démocratie en Hongrie », souligne Attila Mong.

Devenue une figure de la défense de la liberté des médias en Europe, Attila Mong constate que depuis son action, la situation a empiré. La MTVA n'est plus « qu'un média d'Etat (...). La censure est systématique et la couverture des infos relève de la propagande, elle ne fait que suivre l'interprétation biaisée du gouvernement. Par exemple, Viktor Orbán a récemment annoncé que la Hongrie n'allait plus accepter sur son territoire d'immigrants à la recherche d'un emploi. Du coup, le journal télévisé de la MTVA propose presque chaque jour un sujet sur les

Manifestation à Budapest le 15 mars 2012 pour la liberté de la presse.



Orbán, un genou à terre

Le rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine, les relations tendues avec l'UE et les Etats-Unis, la mainmise sur une partie importante des médias, la tentative d'imposer une taxe sur l'utilisation d'Internet... Tous ces choix sapent de plus en plus la popularité du Premier ministre, Viktor Orbán. Son parti FIDESZ a perdu, fin février, la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale de Budapest, une majorité qui lui avait permis de réviser la Constitution ainsi que de modifier le fonctionnement ou carrément de supprimer certaines institutions. Devenu vacant, le fauteuil parlementaire de Tibor Navracsics, actuellement commissaire européen chargé de la Culture, l'Education, la Jeunesse et le Sport, a été remporté par l'indépendant Zoltan Kesz, appuyé par l'opposition de gauche. Lors d'élections clés organisées à Veszprém (centre-ouest du pays), il a décroché 43% des voix, contre 34% pour son adversaire du FIDESZ. Ceci étant, Viktor Orbán a récemment affirmé qu'une forte majorité parlementaire ne lui était plus utile, car il n'envisageait plus de projet législatif d'envergure.



immigrants syriens ou kosovars, cela encourage surtout un sentiment de panique au sein de la société. Ce n'est pas de l'info ».

Mais la MTVA n'est qu'une partie du problème. Journaliste au principal quotidien d'opposition Népszabadság, Balázs Pócs parle d'un « véritable empire médiatique de droite construit délibérément » par FIDESZ, le parti du Premier ministre. S'ils s'informent uniquement à travers la MTVA, « les Hongrois vivent dans une sorte de réalité virtuelle, sans mauvaises nouvelles sur le gouvernement. Très

peu d'informations réelles arrivent à eux », affirme Balázs Pócs. De plus, difficile d'atteindre le sommet de l'Etat quand on est un média indépendant ou d'opposition... « Le Premier ministre n'accorde plus d'interview aux médias de gauche depuis des années. Son Cabinet ne communique pas beaucoup avec nous, il ne répond pas ou très peu à nos requêtes, et n'a donc pas du tout une attitude professionnelle avec cette partie de l'échiquier médiatique », ajoute-t-il.

Dans le même temps, Internet et les publications d'opposition ont

un impact moindre à l'extérieur de Budapest ou des grandes villes. Si Népszabadság, par exemple, est tiré à une quarantaine de milliers d'exemplaires, il est surtout lu dans la capitale de ce pays d'une dizaine de millions d'habitants. Par ailleurs, si ce n'est pas la censure, la pression économique se charge de faire taire les médias. Depuis la crise économique, « l'Etat reste l'annonceur le plus important en Hongrie, et nous n'avons pas beaucoup de médias suffisamment forts en termes de gains alternatifs qui puissent s'en passer, c'est un gros problème », déplore le journaliste

d'investigation Gergő Sáling. La filiale hongroise du groupe allemand RTL est l'un de ces rares médias qui ne dépendent pas de la publicité gouvernementale. RTL Klub, première chaîne de télévision privée du pays, a toujours été critique à l'égard du pouvoir. Elle est aujourd'hui « en guerre » contre le gouvernement, après que celui-ci ait décidé de taxer ses revenus publicitaires à hauteur de 50% via un impôt supplémentaire mis en place en 2014, et la visant directement. « Avant, il y avait des listes informelles, non écrites, de sujets à éviter. Là, le patronat a donné carte blanche aux journalistes et on leur a même demandé d'en faire plus », précise le journaliste György Németh (le nom a été changé). L'audimat a depuis explosé, le journal télévisé de la RTL Klub atteint le million de téléspectateurs contre quelque cent mille pour la MTVA.

« Le Premier ministre n'accorde plus d'interview aux médias de gauche depuis des années. Son Cabinet ne communique pas beaucoup avec nous, il ne répond pas ou très peu à nos requêtes

Après le passage de la chancelière allemande Angela Merkel à Budapest, début février, le gouvernement a révisé la taxe à la baisse, mais a élargi sa base de collecte à la plupart des médias importants du pays. RTL Klub ne devra plus verser qu'environ 5% de ses recettes publicitaires. « Quelle sera la réaction du patronat de RTL Klub ? Y aura-t-il un recul du soutien aux journalistes ? C'est difficile à dire », estime György Németh.

Par ailleurs, FIDEZ, le parti au pouvoir, s'est non seulement emparé d'une part importante du paysage médiatique hongrois, il a aussi le contrôle des institutions régulatrices – les membres de l'Autorité nationale des médias sont tous des

proches de cette formation et ont des mandats d'une dizaine d'années. Le professeur Péter Bajomi-Lázár explique que « parmi les pays ex-communistes ayant intégré l'UE, cette perte de démocratie et de liberté pour la presse est sans précédent. Sur le papier, la presse est libre et plurielle, mais dans la pratique, c'est l'inverse. Il n'est pas moins vrai que, selon les sondages, les Hongrois sont les derniers en Europe à considérer importante la liberté de la presse ».

La plupart des journalistes interrogés par Regard sont sceptiques quant à une amélioration de la situation sans un changement de régime, tandis que la masse de déçus et d'indécis augmente. L'opposition reste très divisée et le parti d'extrême-droite, Jobbik, capitalise le mécontentement.

Néanmoins, Gergő Sáling et András Pethő sont persuadés que des projets en ligne comme Direkt36 peuvent faire la différence à plusieurs niveaux. Ils ont déjà récolté près de vingt-cinq mille euros de dons de la part d'environ huit cents personnes et organismes grâce à une campagne de financement participatif. Et promettent des enquêtes poussées... « Quelqu'un doit les faire. »

De notre envoyé spécial à Budapest
Andrei Popov.
Photos : Zsolt Reviczky

A lire aussi le récent rapport de l'organisation Merteck Media Monitor : www.mertek.eu/en/reports/gasping-for-air-soft-censorship-in-hungarian-media-2014



20 ans d'expérience en Roumanie

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs décisions stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 20 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

Nos services:

- **Audit/Commissariat aux comptes:** identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- **Conseil fiscal:** comprendre et mettre en place des solutions fiables
- **Expertise comptable:** permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- **Gestion de la paye**

Contact:

Irina Bolomey - Partenaire
Radu Serban - Partenaire
JW Marriott Grand Offices
Calea 13 Septembrie 90, Tronçon 1, étage 6
Secteur 5, Bucarest – 050726
Tel: (40) 21 403 37 00
Fax: (40) 21 403 37 01
E-mail: office@fidex.ro; www.fidex.ro

POUR UNE LANGUE QUI S'AFFIRME

Basé à Sofia, l'Institut de la francophonie pour l'administration et la gestion (IFAG) est une institution d'enseignement supérieur et de recherche de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) qui dispense des formations de second cycle en français aux étudiants d'Europe centrale et orientale. Rencontre avec sa directrice, Maria Niculescu, ancienne représentante permanente de l'Organisation internationale de la francophonie auprès de l'Union européenne.

Regard : Que représente pour vous la francophonie ?

Maria Niculescu : Selon moi, pour les pays de la région en tout cas, je dirais que ce fut tout d'abord une adhésion spontanée à la langue française, concrétisée après 1989 par la mise en place, très souvent par nos propres moyens, d'un nombre important de filières francophones. Dans le contexte de l'époque, cette adhésion confortait notre nouvelle liberté d'action ; on a vraiment eu le sentiment d'appartenir à cet « humanisme intégral qui se tisse autour de la terre », comme le disait si bien Léopold Sedar Senghor (ancien président du Sénégal et père de la Francophonie, ndlr). L'appartenance à la francophonie signifie l'adhésion à une certaine vision du monde et à un certain système de valeurs diffusées par un français à multiples facettes. Je crois que ce référentiel de valeurs est ce qui véritablement fait la francophonie.

Membre depuis 1991, quelle est la place de la Bulgarie au sein de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ?

La Bulgarie, comme beaucoup d'autres pays de la région, est un pays francophile. Son adhésion à la francophonie a des bases historique et culturelle complexes. Comme la Roumanie, elle est membre de plein droit de l'OIF depuis 1993, avec une voix qui pèse dans les décisions. Mais ce statut réclame en contrepartie des efforts au niveau national pour le renforcement de la place du français et de la francophonie.

En Bulgarie pourtant, le français semble moins utilisé qu'avant. Quelle est l'évolution de son enseignement ici et dans la région ?

Effectivement, les statistiques le montrent clairement, il y a une diminution des apprenants du français en Bulgarie et dans la région. Ceci étant, on constate aujourd'hui des phénomènes encourageants, les instituts et lycées français sont très sollicités par des jeunes qui souhaitent apprendre le français.

« *Le français restera un atout fort pour ceux qui le maîtrisent, et l'alternative incontestable à l'uniformisation de la pensée et des pratiques* »

Pouvez-vous donner quelques chiffres et des tendances concernant l'IFAG ?

L'institut compte aujourd'hui un réseau de plus de 1 400 anciens qui travaillent notamment dans des entreprises étrangères, surtout françaises, implantées en Bulgarie et dans la région. D'autres travaillent dans la haute administration locale ou européenne, ou au sein d'entreprises locales ayant des stratégies de développement à l'international. Par la formation des cadres francophones maîtrisant les techniques modernes de gestion des entreprises et des affaires publiques, l'enseignement dispensé par l'IFAG a facilité le processus de modernisation du pays, mais aussi l'intégration à l'Union

européenne. De plus, notre institut a diversifié ses activités, a enrichi ses formations, a multiplié ses partenariats, afin de devenir aujourd'hui un pôle francophone d'excellence de formation-recherche en économie et gestion, à vocation internationale. Les chiffres montrent d'ailleurs une forte tendance de développement et d'ouverture internationale. Cette année, nos inscriptions ont augmenté de presque 40%, et le nombre de masters a doublé. Pour résumer, je dirais que l'IFAG est un porteur potentiel d'efficacité pour les entreprises implantées dans la région.

Alors que la plupart des écoles ou instituts de gestion font tout en anglais, vous allez en quelque sorte à contre-courant...

Je suis fière d'affirmer que notre enseignement se fait intégralement en français, effectivement. Dans notre contexte régional, cette tendance au « tout en anglais » est d'après moi un non-sens, cela va à l'encontre de nos racines culturelles, de notre contexte propre. C'est l'un des vecteurs de l'idéologie de la pensée unique, promotrice de modèles de développement « prêts à l'emploi » qui ont conduit ailleurs à de retentissants échecs, tant économiques qu'humains.

En quoi la « Stratégie de la francophonie économique », adoptée en juin dernier par l'Organisation internationale de la francophonie, est-elle essentielle ?

Votre question porte sur l'une de mes convictions les plus fortes, que j'ai d'ailleurs défendue dans l'exercice de

mes fonctions à la Francophonie. En tant que directrice de la Coopération économique au sein de l'OIF, j'avais travaillé sur les premiers axes stratégiques de la francophonie économique et la mise en place des grands projets en la matière.

« *L'adoption de la "Stratégie de la francophonie économique" concilie, à mon sens, les valeurs historiques de la francophonie avec les questions cruciales liées au quotidien des peuples* »

L'adoption de la « Stratégie de la francophonie économique » concilie, à mon sens, les valeurs historiques de la francophonie avec les questions cruciales liées au quotidien des peuples, notamment le développement économique et l'amélioration du niveau de vie. A travers cette stratégie, le français en tant que langue d'enseignement et de recherche, langue administrative, langue du droit, du commerce, de l'économie et des affaires est reconnu au plus haut



niveau politique. Cette reconnaissance du français comme levier de croissance et de développement est assurément essentielle.

Pourriez-vous préciser ce que vous entendez par concilier les valeurs de la francophonie avec le développement économique ?

La solidarité, valeur fondamentale au sein de l'OIF, est rarement gratuite en dehors d'une communauté fermée, telle une famille, voire une nation confrontée à une catastrophe éprouvante, par exemple. L'espace francophone intègre un ensemble de pays qui, au niveau économique, peuvent jouer un rôle important dans le monde actuel. Il y a des pays à forte capacité d'innovation, à fort potentiel de formation, des pays qui disposent de ressources diverses encore insuffisamment exploitées. Il faudrait mieux exploiter ces richesses par une action vraiment solidaire, accompagnée toutefois d'une obligation de résultats. Il faudrait une politique innovante de partenariat stratégique francophone, spécifique dans son contenu et son périmètre. Cette « Stratégie de

la francophonie économique » doit donc d'abord être un réel partenariat, solidaire, basé sur une plus grande considération des potentiels de développement de chaque pays, qu'il s'agisse des hommes, des ressources naturelles ou de savoir-faire.

Comment voyez-vous l'évolution du français dans la région d'ici 2030 ?

Je reste une optimiste incurable. Je crois que cette langue, que j'aime qualifier « des personnes instruites », comme le mentionnait il y a presque 500 ans l'Ordonnance de François Ier qui la rendait obligatoire, restera un atout fort pour ceux qui la maîtrisent, et l'alternative incontestable à l'uniformisation de la pensée et des pratiques.

Propos recueillis par Dimitri Dubuisson.
Photo : D.D.

Pour s'informer des événements dans les pays d'Europe centrale et orientale lors du mois de mars, mois de la francophonie, visiter le site : www.20mars.francophonie.org



Vingt-quatre ans après la fin de la Yougoslavie et 35 ans après la mort de Tito, la "Yougonostalgie" ne fléchit pas en Serbie. A Belgrade, du Musée de l'histoire yougoslave aux bars du centre, les souvenirs d'une autre époque sont restés vifs.

Le passé PRÉSENT

SITUE SUR UNE PETITE COLLINE, le Musée de l'histoire yougoslave est assez éloigné du « stari grad », le vieux centre de Belgrade. L'ancienne résidence du maréchal Tito et de nombreuses ambassades l'entourent, dans ce quartier chic, aéré, non loin des stades du Partizan et de l'Etoile rouge. Symbole du lien filial qu'entretient Belgrade avec Tito, le musée dit du « 25 mai » – qui n'est en réalité qu'une partie du Musée de l'histoire yougoslave –, lui a été offert le jour de ses 70 ans, le 25 mai 1962. « Cette date du 25 mai était aussi le jour de la fête nationale, raconte Ivan Manojlović, commissaire au musée, en charge des expositions sur la « technologie ». Pour moi, c'est un parfait exemple de belle architecture socialiste. Durant les années 1970, l'idée de Tito a été de rassembler dans un centre mémorial, situé dans son arrière-cour, tous les biens qu'ils recevaient au nom de l'Etat. »

Aujourd'hui, ce vaste complexe muséal est de nouveau populaire. Il

est devenu un symbole du travail de mémoire opéré en Serbie. Ivan ajoute qu'« entre 1990 et 2000, le musée était presque à l'abandon. Mais peu à peu, les jeunes et les étrangers se sont montrés intéressés par l'héritage communiste, et ont commencé à se poser des questions ». Depuis, le lieu est un incontournable de la culture belgradoise. Durant l'été, des lectures sont organisées dans l'amphithéâtre situé juste devant l'entrée. Un festival de jazz prend ses quartiers au même endroit. Tout comme le rassemblement « Fića » qui a lieu chaque été, du nom de la Fiat 500 yougoslave produite à Kragujevac par la société Zastava, par la suite rachetée par les Italiens. C'est l'une des voitures emblématiques de l'époque, aux côtés de la Yougo 45 que l'on croise toujours dans les rues de la capitale serbe.

Les années 1990 ont été particulièrement déchirantes dans l'ex-Yougoslavie. Guerres fratricides, massacres à répétition, économies en chute libre et une région entière à l'agonie.

Pour Ivan, le travail de mémoire est essentiel. « C'est important de documenter la période communiste car durant les années 1990, tout a été fait pour l'effacer. Il ne s'agit pas que de nostalgie, cela témoigne également d'une certaine maturité, on essaie de prendre du recul. En Yougoslavie, le vote des femmes a été autorisé en 1945, bien avant beaucoup de pays. De même, les salaires étaient équivalents entre hommes et femmes. Il y a donc eu des choses positives, il ne faut pas tout oublier et surtout il faut parler de ces choses-là. »

LIEU LE PLUS VISITE DE SERBIE

Aujourd'hui, les économies des pays de l'ex-Yougoslavie peinent à se hisser au niveau européen. D'une certaine façon, la « Yougonostalgie » en 2015 se nourrit de ce contexte économique. L'une des dernières expositions du musée a eu trait à la modernisation de la vie quotidienne, et au rapport à la consommation. Elle se promènera dans toute l'ex-Yougoslavie où

les autres musées y incluront leurs propres objets.

Le Musée de l'histoire yougoslave est le lieu le plus visité de Serbie, plus encore que la cathédrale Saint-Sava du centre-ville qui est pourtant la plus grande cathédrale orthodoxe au monde. Le tourisme des habitants de l'ex-Yougoslavie y est important – 80% du public –, bien aidé par la présence dans le complexe muséal de la Maison des fleurs, l'ancienne résidence de Tito, qui est aujourd'hui son mausolée. Sa femme, Jovanka Broz, y est elle aussi inhumée. Signe de la « Yougonostalgie » récente, celle qui durant près de trente ans a vécu pri-

exposition sont des photos d'enfants prises à l'école et durant leur vie quotidienne, explique Ana Panić, la commissaire principale. Ces clichés ont été envoyés spontanément pendant 35 ans. » Le vernissage débute. De nombreuses jeunes mamans sont là avec leur enfant. Un peu plus loin, un autocar de personnes âgées débarque. Le Musée fait carton plein, une fois de plus. Une vieille photo présente un enfant chez lui, au lit, avec le portrait du maréchal Tito au-dessus de sa tête, en grand. « Le projet questionne les notions de mémoire individuelle et collective au sein d'un pays qui n'existe plus. Les gens ont besoin de voir tout ça », considère Ana.



vée de droits, en isolement forcé et en résidence surveillée, s'est vue réhabilitée en 2009 et a même touché une retraite de la part de l'Etat jusqu'à sa mort, en 2013. 10 000 personnes participèrent à son enterrement qui a eu lieu en grande pompe.

Le Musée rassemble aujourd'hui 70 000 objets, 140 000 photos individuelles – sans compter les 5 000 clichés personnels de Tito, féru d'image et de cinéma – ainsi que 2 500 albums photos envoyés par des gens de toute l'ancienne Yougoslavie. « La dernière

Des sondages montrent que beaucoup de jeunes nés après 1991 pensent qu'ils vivraient mieux si la Yougoslavie avait tenu. Ils sont nombreux à participer à la cérémonie de la « Stafeta » (flambeau de la jeunesse, voir photo page 62) le 25 mai, devant la Maison des fleurs. Chaque année à cette date, des milliers de personnes se rassemblent, brandissant drapeaux rouges et bannières de l'ex-Yougoslavie socialiste, dans l'attente de l'arrivée de la « Stafeta » partie d'un des coins de l'ex-Yougoslavie. Un véritable rituel depuis 1945,

HORS FRONTIERES

interrompu en 1987 et qui est réapparu récemment avec vigueur.

« Les gens étaient fiers, le communisme a été libérateur. Il ne fait aucun doute que si Tito réapparaissait demain, il gagnerait les élections

« Economiquement, les choses allaient tellement mieux avant. C'est difficile aujourd'hui pour les jeunes d'imaginer un futur dans ce pays, tout est si précaire », estime Milan, la cinquantaine, avocat. 23 000 Serbes se sont encore déclarés « yougoslaves » au recensement de 2011. Pour certains, cela fait davantage sens que de se déclarer « serbe » ou « croate ». Aux Etats-Unis, plus de 300 000 personnes se déclarent officiellement yougoslaves. La première Yougoslavie est née en 1918. Une définition de « yougoslaves » – littéralement « slaves du sud » – pourrait se résumer à un mélange de croyances dans le système socialiste et un internationalisme réunissant les populations de sept pays des Balkans aux origines ethniques diverses. Le tout personnifié dans un maréchal, Tito, qui a su orchestrer ce territoire si varié après 1945, parfois de façon brutale (voir encadré).

« Les Yougoslaves sont le produit de cette multiethnicité, les gens cohabitaient, ajoute Milan. Aujourd'hui, il y a une mode de le montrer de manière décomplexée. Certains le disent haut et fort, d'autres moins, car c'est mal vu par le pouvoir. » Ainsi, en 2010, le ministre serbe des Minorités déclaraient que les Yougoslaves n'étaient pas une minorité, car sans langue ni littérature. « Une bêtise », selon Milan.

De nombreux lieux à Belgrade affichent clairement leur nostalgie. Dans certains bars, tel le Pavle Korčagin, on a l'impression de faire un saut dans le temps. « C'était avant tout cela cette fédération, lance un habitué de l'endroit, sept pays

ensembles, rassemblés sur les ruines de deux empires, l'empire austro-hongrois et l'empire ottoman. » A l'image de la ville de Zemun, derrière la rivière Sava, aujourd'hui intégrée dans la municipalité de Belgrade mais qui a été, jusqu'en 1918, la première ville austro-hongroise.

« ICI, MILES DAVIS ET JOHN COLTRANE SONT VENUS JOUER PLUSIEURS FOIS »

Dans la Maison de la jeunesse de la ville, un concert punk tonne à l'étage, et des projections de films sont organisées au sous-sol ; le lieu grouille. « Miles Davis et John Coltrane sont venus jouer plusieurs fois ici. On a même eu les Rolling Stones en ville à l'époque. Il y avait une vraie scène musicale yougoslave rock et punk. Ce n'était pas du tout brimé », assure Vladimir, 40 ans, historien et spécialiste des relations ethniques dans la Yougoslavie socialiste.

La Yougoslavie fut le seul pays à s'être libéré par lui-même du joug fasciste et ce grâce à l'action des communistes et de Tito. C'est de là que ce dernier tire sa légitimité et parviendra à s'éloigner de Staline dès 1948. Vladimir reprend : « Les gens étaient fiers, le communisme a été libérateur. Il ne fait aucun doute que si Tito réapparaissait demain, il gagnerait les élections. La dernière fois, seuls 50% des gens sont allés voter. Tito est toujours présent dans l'esprit des gens, idéalisé sans doute aussi. » Sous Tito, le pays dispose effectivement d'une vraie aura. D'ailleurs, quasiment tous les pays du monde participeront à l'enterrement du maréchal, le 4 mai 1980 (209 délégations de 127 pays). Vladimir poursuit : « Sa force, c'était la diplomatie. Les gens respectaient la Yougoslavie. » Fin stratège politique en matière de « non-alignement », Tito a su également développer l'économie. En 1991, la dette yougoslave s'élevait à 23 milliards de dollars, contre 46 milliards aujourd'hui pour la seule Serbie, et dix fois plus pour la Croatie. « Nous avons connu une version soft du



Modèles de « Stafeta », le flambeau de la jeunesse.

communisme, reprend Vladimir. Le pays disposait même d'armements d'Europe de l'ouest et les étrangers venaient y investir. Nous avions le meilleur passeport au monde (sourire). Nous pouvions aller sans visa à Moscou, aux Etats-Unis ou à Cuba. Mes parents ont fait leur lune de miel en Espagne. C'était une période dorée car on avait de l'argent et on pouvait voyager. Nous allions à Trieste acheter les derniers jeans à la mode, se rappelle-t-il. Il y avait beaucoup moins de stress et de concurrence entre les individus. Beaucoup avaient une maison à la campagne ou à la mer car on pouvait mettre de l'argent de côté. La seule chose qu'on ne pouvait pas faire, c'était critiquer le régime. Il n'y avait pas de pluralisme. Mais dans le même temps, la dissidence a été très faible. Dans les années 1960-70, il ne devait y avoir qu'une centaine de personnes dans les prisons. L'école et la santé étaient gratuites, et il n'y avait pas ce chômage. »

Aujourd'hui, le taux de chômage dépasse 20% et le salaire moyen est inférieur à 400 euros. Avant les guerres des années 1990, l'ONU estimait à seulement cinq années le laps de temps nécessaire pour une entrée

de la Serbie dans l'UE. Et Vladimir de conclure : « Pour les Roumains, la Yougoslavie, c'était l'Europe de l'ouest. Il y avait une certaine fascination. »

Texte et photos : Benjamin Ribout

La répression

La Yougoslavie n'a cependant pas été exempte de manifestations de mécontentement populaire, comme en 1968, lorsque les étudiants sont sortis dans la rue. Pareil lors du « printemps croate » au début des années 1970, quand Tito réprima la volonté croate d'obtenir plus de droits civiques et de jouir de plus d'autonomie en matière d'économie, la Croatie reversant bien plus à la Fédération que ce qu'elle générerait en devises grâce au tourisme. Mais pour Tito, il était inconcevable d'accorder une nationalité « croate ». La répression en ex-Yougoslavie a été particulièrement virulente dans l'immédiat après-guerre ; Tito, tout en s'éloignant de Moscou, a fait enfermer des milliers d'opposants notamment sur la tristement célèbre île de Goli Otok, devenue un bagne à partir de 1955.

Escalade ?

Le 5 mars dernier, devant une station de bus du quartier Kievsky, à Donetsk, bastion des séparatistes prorusses. Située près de l'aéroport, cette zone a été la cible de bombardements constants ces derniers mois. Même si début mars, suite aux accords du 12 février conclus à Minsk (Biélorussie) entre la Russie, l'Ukraine, la France et l'Allemagne, le cessez-le-feu entre l'armée ukrainienne et les séparatistes prorusses tenait toujours à l'est de l'Ukraine. « Il est fragile mais il tient », déclarait le secrétaire général de l'Otan, le Norvégien Jens Stoltenberg, dans un entretien au quotidien français Le monde. Mais plusieurs fois déjà, Moscou n'a pas tenu ses engagements – les premiers accords de Minsk du 4 septembre dernier pour un cessez-le-feu général ont échoué –, augmentant imperturbablement son soutien militaire et logistique aux séparatistes. Au bouclage de ce numéro, le retrait des armes prévu à Minsk n'était toujours pas confirmé, et des violations de la trêve avaient été constatées. En un an, le conflit à l'est de l'Ukraine a fait plus de 6 000 morts.

L.C. Photo : Agence France-Presse





ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)

- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseaua Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro



www.erka.ro



Du 20 au 26 avril aura lieu la 11ème Semaine des cafés, à Timișoara. Organisé par l'antenne locale de l'Institut français en partenariat avec le Centre culturel allemand de la ville, Cafékultour est une célébration de l'espace alternatif. En une décennie, ce projet est devenu un exemple de revitalisation du tissu urbain et de décentralisation de l'initiative culturelle.

CaféKULTOUR

SI LA VERITE EST DANS LE VIN, la créativité pourrait être dans le café. A Timișoara, l'insolite ne tarit pas depuis le lancement de rendez-vous culturels dans un café ou un bistro intime. « En 2005, quand Cafékultour est né à Timișoara, il n'y avait pas beaucoup d'espaces non conventionnels proposant des événements culturels. Nous avons voulu aller là où les jeunes se sentent vraiment chez eux. Et la réaction du public a été, dès le début, très positive », se souvient Ingrid Diac, chargée de mission à l'Institut français de la troisième ville roumaine.

Proposer des concerts, des expositions, des ateliers, des débats dans des endroits qui ne sont pas forcément conçus à cette fin, l'idée paraît simple, mais il fallait y penser. Au fil du temps, les représentants institutionnels d'autres pays – Hongrie, Grande-Bretagne, République tchèque, Espagne, Pologne –, se sont joints à l'aventure, mettant la barre, les attentes et l'exigence du public de plus en plus haut. Les gérants des cafés ont naturellement suivi la tendance, tandis que des espaces commerciaux, jusqu'alors restés vides, se sont également ouverts au public dans un objectif culturel. « Chaque année, nous proposons

de nouveaux événements, d'autres artistes, dans d'autres lieux. (...) Le but est de donner la parole à toutes les formes d'expression artistique, et ce dans une démarche multiculturelle », ajoute Ingrid Diac.

D'autres villes se sont ensuite intéressées au succès du partenariat fondateur franco-allemand. Et c'est d'abord à Iași que le projet s'exporte en 2006, porté par les bureaux locaux des deux instituts. « Ici, l'idée est de responsabiliser les gens, à la fois les gérants d'espaces à vocation culturelle et le

public. Nous voulions que des rapports directs se créent : je fréquente ton café non seulement parce que je ne peux pas me préparer un bon frappé à la maison, mais aussi parce j'y ai l'opportunité de rencontrer un ami dans une ambiance culturelle, d'assister au lancement d'un livre, d'écouter une personnalité intéressante, bref, de rendre plus utile mon temps libre », explique Dan Daia, chargé de mission à l'Institut français de Iași.

Autre ville, autre ambiance, même idée. A Cluj-Napoca, le Printemps

des cafés, troisième avatar de ce crochet culturel, débarque en 2007. Alors que les grands centres commerciaux flamboyants éloignent vers la périphérie la foule de la deuxième ville du pays, l'enjeu est de la ramener au centre. Comme à Timișoara ou Iași, « il fallait offrir un dynamisme permanent, et une offre culturelle de qualité », souligne Raluca Mateiu, chargée de mission à l'Institut français de Cluj. Au départ, les gérants de café ont surtout été « préoccupés par combien cela allait leur coûter », jusqu'à ce que l'idée amène un nouveau public, avec des événements pouvant s'étaler sur un mois entier.

Au-delà de l'intérêt culturel, tous ces Cafékultours se sont déployés dans le pays aussi de par leur dimension sociale. « Le dîner dans le noir organisé en 2010 en partenariat avec l'Ecole pour malvoyants de Cluj a été très émouvant. Dans un café, nous avons calfeutré toutes les fenêtres et



autres sources de lumière, et le public se faisait servir par des personnes malvoyantes sans savoir ce qu'il y avait dans leur assiette, ou qui était assis à la chaise d'à côté », raconte Raluca. Cette année, le Printemps des cafés a pris une pause, à cause de la surabon-

dance d'événements prévus – Cluj est en 2015 Capitale européenne de la jeunesse. En revanche, à Timișoara, Cafékultour prévoit déjà sept soirées.

Andrei Popov
Affiches : D.R.



CULTURE

Séquence belle

Le 4 mars dernier, dans une ambiance électrique, avec projections psychédéliques et talk show délirant, a eu lieu à la salle Elvire Popesco de l'Institut français de Bucarest le lancement d'un album de photos inédit : *Rescrierea Secvenței* (réécrire la séquence). Fin 2014, à l'initiative de l'éditeur et célèbre photographe Nicu Ilfoveanu, le jeune artiste Mihai Barabancea achève ce premier album photographique, introduit par Bogdan Ghiu, et tiré à 500 exemplaires. Un livre produit par l'atelier Fabrik, le seul



« imprimeur artisan » de Roumanie – Fabrik vient d'ailleurs de recevoir une mention d'honneur au plus important concours de design de livre du monde qui a récemment eu lieu à Leipzig (Allemagne). « *La succession des images crée une histoire unique, comme un voyage à travers plusieurs univers à la fin duquel tout est sauvé par l'amour. Ce qu'on voit, une fois qu'on a vu, ne peut plus rester non vu* », espère Mihai Barabancea. « *Les yeux dans les yeux, un triomphe* », assure Bogdan Ghiu. Texte : D.R. Photo : Mihai Barabancea

NUIT BLANCHE DES GALERIES

Une nuit tout entière dédiée à l'art... Ce sera le 24 avril prochain, pour la neuvième fois à Bucarest. L'organisateur, l'association Ephemair, proposera un trajet à vélo empruntant les points chauds de la vie artistique de la capitale, avec un programme complet sur les expositions et

les derniers espaces alternatifs. Durant l'événement, plusieurs artistes organiseront des installations et des interventions ponctuelles. A noter par ailleurs la tenue prochaine d'une autre manifestation artistique à ne pas manquer cet automne à Bucarest, « Art on Display », toujours organisée par Ephemair. Pour plus d'informations : www.noapteagaleriilor.ro. M.C. Affiche : D.R.



Zebra

Amicalement
vôtre,
**Mihaela
Dedeoglu.**

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



La Francophonie contribue à un monde plus juste en favorisant le dialogue entre les 5 continents

OUI JE PARLE FRANÇAIS

274 millions de locuteurs dans le monde,
767 millions de francophones d'ici à 2060.
125 millions d'apprenants chaque année.
60% des francophones ont moins de 30 ans.

Le français est une chance
francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

Jeanne Vignatière / IUF d'une manifestation culturelle francophone à Hanoï, 2014 © IUF

DEJA UN CLASSIQUE

« TU PEUX MAÎTRISER UN SAC PLEIN

de puces, un terrier plein de lapins, mais jamais une femme. (...) Dans la vie, il y a trois choses qu'il est difficile d'arracher : les dents de la bouche, la pauvreté de la maison, la folie de la tête des femmes. (...) Un gitan ne ment pas, sauf quand on le regarde dans les yeux... ». Mercredi 11 février, *Aferim !*, le film du réalisateur Radu Jude, est projeté en compétition officielle à la Berlinale. Un torrent de proverbes et maximes envahit la grande salle du Palais du festival de Berlin, les personnages parlent presque sans cesse, de leurs coutumes et de l'époque dans laquelle ils vivent, au début du 19ème siècle, quand les Roms étaient les esclaves des riches – y compris des monastères –, les femmes, des annexes de leurs maris, et les étrangers, des inconnus hostiles. *Aferim !* est un film littéraire, dans le sens où les dialogues paraissent tirés d'un bouquin paru au 19ème siècle. Radu Jude et Florin Lăzărescu ont en effet écrit le scénario en intégrant par-ci par-là des fragments tirés d'œuvres d'écrivains roumains (Ion Creangă, Nicolae Filimon, Anton Pann), mais aussi étrangers (Anton Tchekhov, Nicolas Gogol). Le résultat est un tissu épais de langage qui devient la matière intime du film, informant le spectateur sur les croyances, les superstitions, les lois et les mœurs des Roumains à cette époque. L'action est simple : un agent de police et son fils parcourent les contrées de

la Valachie à la recherche d'un esclave tzigane qui s'est échappé du domaine de son boyard, et rencontrent sur leur chemin une pléiade de personnages et d'histoires. Le fils reçoit son éducation en route, tandis que les spectateurs du 21ème siècle regardent se dérouler une version de l'histoire roumaine à peine connue. Le film a été tourné en noir et blanc, sur pellicule 35 mm, aussi pour suggérer au spectateur, insiste Jude, que cette version de l'histoire n'est pas l'Histoire elle-même, qu'il s'agit d'une narration et d'une variante de cette époque-là – plausible toutefois, puisque c'est le résultat de recherches historiques approfondies. *Aferim !* est un eastern-western tantôt poétique, tantôt cruel, mais plein d'humour, avec des images d'une beauté particulière rendant hommage aux westerns américains et à quelques films d'époque qui ont marqué l'histoire du cinéma roumain. L'intérêt de Radu Jude pour les liens de famille, qu'il a déjà mis en scène à merveille dans ses long-métrages et court-métrages (*Papa vient dimanche*, *Alexandra*, etc.), est un intérêt pour

une *forma mentis* qui se transfère de génération en génération, pour des idées reçues qu'on prend de nos parents et qu'eux aussi ont pris de leurs propres parents. *Aferim !* fait un travail d'investigation des racines de nos mentalités, tout en proposant des pistes de réflexion et d'analyse : d'où vient notre racisme vis-à-vis des Tsiganes, d'où vient le regard tolérant envers la violence domestique, d'où vient l'impression qu'une religion est supérieure à une autre, d'où vient l'antisémitisme ? A un moment donné, le personnage principal du film dit à son fils : « Je me demande, Ioniță, si les gens qui vivront dans cent ans, dans deux cent ans, auront de belles choses à dire sur nous. » La question est adressée, bien sûr, aux spectateurs. Sommes-nous moins cruels envers nos proches, plus civilisés, plus justes, sommes-nous meilleurs ? Pour ce magnifique tableau vivant, troublant et poétique, Radu Jude a reçu l'Ours d'argent du meilleur réalisateur.

Luiza Vasiliu à Berlin.

Photo : Mediafax



Le réalisateur Radu Jude.

Vague à prendre

77 jeunes roumains de la génération dénommée Y, c'est-à-dire nés dans les années 1980 et 1990, se sont rassemblés afin de lancer un projet collaboratif inédit : un volume de pensées et de visions originales sur le futur de la Roumanie, intitulé « La Roumanie de la nouvelle vague », ouvrage qui vient de paraître aux éditions Foreign Policy. Il propose des idées novatrices sur des thèmes aussi variés que l'économie globale, le design ou l'éducation, en quatre chapitres : les industries créatives, le leadership roumain au 21ème siècle, la nouvelle économie de la connaissance, et les prévisions de la génération Y. D'après l'économiste et académicien Daniel Dăianu, l'un des auteurs du livre, « seules la jeune génération et les élites intellectuelles peuvent sortir la société d'un état léthargique. Et si l'Europe réussit à surmonter la crise économique et financière, la Roumanie pourrait connaître une modernisation très rapide ». M.C. Plus d'infos sur : noulval.ro



« ATMOSPHÈRES ! ATMOSPHÈRES ! »

Cycle de ciné-débats sur le développement durable



En mettant l'accent sur les initiatives locales, indispensables face à la difficulté de mettre en place des solutions à l'échelle des États, le cycle de ciné-débats mensuels « Atmosphères ! Atmosphères ! » proposera tout au long de l'année des documentaires sur la thématique du développement durable, accompagnés d'interventions de spécialistes roumains et français en partenariat avec l'association REPER21.

Première projection :
La Roumanie contre les fléaux du temps de Thomas Raguet

Le mardi 14 avril 2015 à 19h
au cinéma Elvire Popesco de Bucarest.

Prochains rendez-vous les mardis 26 mai et 16 juin 2015.

Entrée libre



MA ROUMANIE, CHRONIQUE D'UN AMATEUR

« Chaque matin, à l'aube, l'Europe s'éclaire d'abord en Roumanie »



Un regard subjectif : Richard Edwards raconte « sa Roumanie » à travers ses chroniques

Richard Edwards vit en Roumanie depuis plusieurs années. Loin d'être un expatrié, il est devenu un habitant de ce pays qui l'intrigue et le fascine. Spécialiste de la remise en vie du patrimoine, il s'inscrit, au sein de son cabinet ATLANTE, dans cette démarche : « De la mémoire des lieux à l'espace du vivant. »

C'est ainsi qu'il regarde la Roumanie, avec une chronique hebdomadaire en français sur les ondes de Radio România International.

maroumanie.net



TRAIT LIBRE



Dans une piscine désaffectée de Cluj-Napoca, des graffeurs s'exercent en toute illégalité. L'un d'entre eux, dénommé Joker, accepte de s'ouvrir un peu. Il a débuté en 2005, couvrant de son pseudo le métro et les rues de Bucarest, puis a voyagé un long moment et peint dans toutes les grandes villes d'Europe. Aujourd'hui, Joker reste très mobile mais avoue vouloir poser son sac de bombes de peinture en Roumanie pour un moment.

Dans le milieu du graffiti underground, garder secrète sa véritable identité est une nécessité afin d'éviter les problèmes avec la justice. D'après Joker, ceux qui jouent à peindre illégalement n'essaient pas de transmettre de messages clairs ; le message, c'est l'action elle-même : *« Peindre dans la légalité n'aurait pas le même sens pour la plupart d'entre nous, ce serait détruire le cœur même de ce que nous faisons. Je ne suis pas intéressé par marquer mon nom à tous les coins de rue. Mon but est de toucher les systèmes de transit comme le train ou le métro pour que le message voyage librement et qu'il reste accessible à tous. »*

Ceci étant, Joker pense que davantage de murs dédiés au Street Art permettraient aussi de garder éloignés du centre-ville les « gribouillages des débutants ». Un autre message pour Cluj-Napoca, qui est cette année Capitale européenne de la jeunesse.

Texte et photos : Nicolas Friess



M²⁰¹⁵
MONS

EN 2015,
JE SUIS
MONTTOISE.
ET TOI?

MONS 2015
CAPITALE EUROPEENNE
DE LA CULTURE

programme
sur mons2015.eu

La chronique

DE MATEI MARTIN

TIMBRÉS

Si les chiffres de la consommation culturelle en Roumanie sont au plus bas niveau de toute l'Europe, il semblerait que lire, aller au théâtre, au cinéma ou au musée soient vus par les autorités comme des vices. Oui, vous avez bien lu : des vices, à l'instar de l'alcool ou du tabac. Car un nouveau projet législatif impose aux industries culturelles un timbre, une taxe spéciale à payer à travers un timbre à coller sur les livres, les disques, les objets d'art, les billets d'entrée au spectacle. Tout cela au bénéfice des unions de créateurs considérées « d'utilité publique ». Un timbre, donc, ou une étiquette à valeur variable, comme sur les bouteilles et les paquets de cigarettes. Une taxe sur ce vice de la lecture beaucoup moins répandu et certainement moins nuisible que le tabagisme.

La taxe en soi n'est pas une grande nouveauté. Le « timbre culturel » existe déjà depuis 1994, lorsque l'Etat a voulu offrir à quelques unions de créateurs les moyens de soutenir leurs activités.

Ainsi, l'Union des écrivains, l'Union théâtrale, l'Union des cinéastes, l'Ordre des architectes, l'Union des compositeurs et musicologues, l'Union des artistes plastiques obtiennent chacune une source de revenu à travers un pourcentage des ventes dans chaque domaine. Les éditeurs, par exemple, perçoivent 2% de taxe pour chaque livre vendu, avant de rediriger ce montant vers l'Union des écrivains. Avec l'argent gagné, ces unions de créateurs organisent des événements ou offrent des aides pour leurs membres en difficulté financière. Une taxe unique en Europe, pour une situation unique : nulle part le statut d'auteur/créateur n'est aussi précaire qu'en Roumanie.

Certes, la loi qui existe depuis une décennie n'a jamais été appliquée à la lettre. Comme elle ne prévoit pas de sanctions, beaucoup ont perçu la taxe du timbre mais

ont « oublié » de transférer l'argent aux unions. Par ailleurs, les unions de créateurs sont à leur tour contestées pour leur manque de transparence. Alors que la loi les oblige à dépenser ces revenus de manière responsable, à des fins bien précises, et à publier des rapports sur les sommes récoltées et utilisées, certaines organisations ont elles aussi « oublié » de rendre des comptes. D'où la nécessité d'une nouvelle loi, plus stricte.

Et c'est bien cette nouvelle loi qui fait polémique, surtout dans le domaine de l'édition. Si le théâtre, le cinéma ou une bonne partie de la production musicale dépendent et sont subventionnés par l'Etat, l'édition reste une industrie concurrentielle. Particulièrement affectée par la crise financière et par les mauvaises pratiques de distribution, la majeure partie des maisons d'édition fonctionnent à la limite de la rentabilité économique, ou sont en faillite. Une taxe – même une taxe à valeur insignifiante, de 2% – est plutôt une charge. De plus, le timbre n'est pas légitime. Pourquoi taxer la consommation de livres ? Les initiateurs de la loi n'ont d'autre réponse que le soutien à la culture même : la taxe est nécessaire pour financer des projets culturels. Pour soutenir la culture, il faudrait nécessairement une nouvelle taxe. De son côté, l'Etat se veut discret dans l'affaire, les subventions sont en baisse, le budget pour la culture n'atteint pas 1%. Mais qu'on se rassure, les unions de créateurs peuvent avoir des projets : il y a le timbre culturel.

Photo : Mediafax



DESSIN DE SORINA VASILESCU

EN LIGNE...



Le site **www.regard.ro** accueille depuis plus d'un an de nombreux lecteurs qui ont accès à tous les anciens numéros de la revue *Regard*.

Via notre site, vous pourrez également vous abonner à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).

Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro

CULTURE

10 ans d'expériences

Rokolectiv, le festival de musique électronique phare de la capitale, fête cette année sa dixième édition : quatre jours de spectacles, d'installations et de projections à voir et à écouter aux halles Carol et au Musée national d'art contemporain, du 23 au 26 avril. « *Le focus de cette année sera sur comment une musique trouve son inspiration. Des artistes d'origines tibétaine, koweïtienne, sud-africaine ou turque sont invités pour montrer notamment comment ils influencent et enrichissent la musique des pays de l'Ouest* », explique Cosmin Tapu, l'un des organisateurs. La présence féminine sera également renforcée cette année avec la contribution de productrices influentes dans le milieu de la musique électronique, comme la Koweïtienne Fatima Al Qadiri, l'Allemande Lena Willikens, la Roumaine Borusiade ou la Suisse Aisha Devi. De son côté, le Français Pierre Bastien (photo) se produira le soir de l'ouverture du festival. Pour plus de détails sur la programmation : rokolectiv.ro. Mihaela Cărbunaru. Photo : D.R.



REVUE DE PRESSE

Regard présente ici une sélection d’articles de la presse internationale traitant de l’actualité roumaine.

L’HISTOIRE DU GAZ DE SCHISTE EUROPEEN SE TERMINE AVANT D’AVOIR COMMENCE

Le géant américain du pétrole et du gaz Chevron renonce à ses plans d’exploitation de gaz de schiste en Roumanie. La compagnie californienne explique son geste par le fait que le projet de fracturation n’a plus de sens économique. Elle plie donc bagages autant en Roumanie qu’en Pologne. (...)

De nombreux responsables européens avaient défini l’énergie comme étant une priorité absolue, mais la réaction populaire et une série de résultats d’exploration décevants ont mis un frein à cet élan. Le Premier ministre roumain, Victor Ponta, déclarait récemment dans une émission télévisée: « *Nous nous sommes battus pour quelque chose qui n’existe pas ; il semblerait que nous n’avons pas de ressources de gaz de schiste.* »

Pourtant, un rapport de l’Administration américaine pour l’énergie estimait en 2013 que la Roumanie détiendrait

la cinquième réserve de gaz de schiste d’Europe, après la Russie, la Pologne, la France et l’Ukraine. La Pologne, qui se trouve en seconde position après la Russie avec une réserve estimée à 148 milliards de mètres cubes de gaz, a elle aussi déçu. Avant Chevron, ExxonMobil, Total et Marathon Oil ont également arrêté des projets similaires en Europe ces trois dernières années. (...)

Dans un tel contexte, les grands acteurs du secteur de l’énergie « *font un choix stratégique en arrétant leurs explorations sur le continent européen*, explique l’analyste Ildar Davletshin. *Ces projets ne sont plus aussi prometteurs face à la baisse des prix de l’énergie, d’autant que d’autres opportunités se dressent à des endroits comme le Golf du Mexique, par exemple.* »

Everett Rosenfeld, avec Reuters, CNBC.com, 23/02/2015

LA SONACA-GOSSELIES INVESTIT EN ROUMANIE AVEC L’ACCORD DES SYNDICATS

L’équipementier aéronautique Sonaca a obtenu l’aval des syndicats pour investir en Roumanie. Il ne s’agit pas de délocaliser mais d’absorber le surcroît des commandes d’Airbus dans un contexte de pression sur les prix. L’équipementier de Gosselies, contrôlé à un peu plus de 90% par la Région wallonne, va faire l’acquisition d’un terrain – les tractations sont en cours – pour construire une nouvelle filiale en partant de zéro.

L’entreprise va construire une usine dans l’ouest de la Roumanie afin de répondre à une double demande d’Airbus concernant une augmentation des cadences à un coût salarial toujours plus bas. (...) Le salaire horaire moyen d’un ouvrier roumain est de 5,50 euros, alors

que celui d’un ouvrier belge est d’environ 35 euros. Pour Pierre Sassi, président de la délégation FGTB de la Sonaca-Gosselies, « *certaines, ce n’est conforme à la solidarité syndicale qu’on pourrait attendre de nous, mais nous n’avons pas le choix : il y a aujourd’hui une telle concurrence dans le monde entier, nous ne sommes ni les premiers ni les derniers à agir de la sorte.* » (...) Concrètement, le site continuera l’assemblage de bords d’attaque d’aile pour 42 avions A320 chaque mois, un chiffre fixé par convention. Le surplus, lui, sera progressivement produit en Roumanie dès 2017. (...)

Christine Borowiak, RTBF, 18/02/2015

LA ROUMANIE ENVOIE DES AMBULANCES EN MOLDAVIE, EN REPONSE A L’OFFENSIVE RUSSE

Au cœur de la ville moldave de Bălți, la Roumanie a mis en place un service d’ambulances en régime d’urgence. La bienveillance des Roumains se manifeste également à travers la livraison de gaz moins cher, ou le renforcement des liens commerciaux entre les deux pays, initiatives saluées par le jeune gouvernement moldave pro-européen. De son côté, Moscou a déjà fait savoir quelles seraient les conséquences de la poursuite du rapprochement avec l’Europe pour la Moldavie : le pays pourrait perdre définitivement la Transnistrie, comme ce fut le cas de la Crimée pour l’Ukraine.

(...) En juin dernier, la Roumanie a soutenu la Moldavie pour la signature d’un accord économique avec l’Union européenne. En réaction, la Russie a limité les importations de vin, de viande, de fruits et légumes de ce petit pays de 3.5 millions d’habitants. (...) Dans ses efforts pour soutenir son pays voisin, la Roumanie a aussi fait don de cinq ambulances. Des hélicoptères médicaux volent déjà

allègrement au-delà de la frontière roumano-moldave. Un sentiment unioniste commence à être fort visible dans la société roumaine, d’ailleurs les trois quarts des Roumains soutiennent la réunification du pays avec la Moldavie, un groupe de lobbying a même été créé en février dernier. (...) Evidemment, tout cela est vu d’un œil critique par la partie russophone de la population moldave. L’adhésion de la Moldavie à l’Union européenne, quant à elle, reste un projet à long terme. Un élargissement de l’UE n’est pas envisageable avant 2020. De plus, pour obtenir le statut de pays candidat, la Moldavie doit régler certains dossiers concernant les droits de l’homme, l’état de droit, et devra davantage faire preuve d’un marché économique fonctionnel. (...)

Radu-Sorin Marinas, Alexander Tanas, Philip Blenkinsop, Reuters, 15/02/2015



Où trouver *Regard* ?

Kiosques



La chronique

DE LUCA NICULESCU

IOHANNIS EN DIPLOMATE

Avec le président actuel, quelle politique étrangère pour la Roumanie ? Dans la tradition roumaine, comme dans la coutume française, les affaires internationales sont l'un des domaines réservés au président de la République, qui peut décider d'orienter sa politique dans telle ou telle direction. Fin 2004, quand il est arrivé aux affaires, l'ancien président Traian Băsescu avait quelque peu surpris en annonçant un « axe de sécurité » Bucarest-Londres-Washington. Un message moyennement accueilli dans d'autres capitales, notamment à Berlin et à Paris qui auraient souhaité que la Roumanie se montre plus européenne à la veille de son adhésion à l'UE, en 2007. D'ailleurs, tout au long de son mandat, Traian Băsescu n'a pas caché son penchant atlantiste, même si au fil des années, il avait aussi acquis une expérience européenne solide. Lors de ses deux mandats, l'ancien président s'est beaucoup intéressé à la mer Noire, à l'énergie, et aux conflits gelés des environs. L'histoire récente lui a donné raison, avec l'accumulation de problèmes dans cette région proche de la Roumanie. Il s'était également fait l'avocat du rapprochement de la Moldavie à l'Union européenne, insistant même sur une possible réunification de la Moldavie avec la Roumanie, un geste qui avait provoqué quelques levés de sourcils en Europe.

Klaus Iohannis sera-t-il différent ? Il semblerait que oui. Ses premières visites à l'étranger ont eu lieu à Paris et à Berlin, et il n'a fait aucunement mention de l'axe cher à Traian Băsescu. Il est allé également à Chişinău où il a parlé de l'adhésion de la République de Moldavie à l'UE, sans toute-fois mentionner une possible unification avec la Roumanie. En tant que membre de la communauté allemande de Roumanie, il s'est montré très à l'aise à Berlin, et il est fort possible que la relation avec ce pays soit privilégiée. Dans le même temps, vu le contexte actuel, le partenariat avec les Etats-Unis sera assurément fort, et la Roumanie, comme la Pologne, demeurera l'un des principaux partenaires de Washington dans la région. A première vue, la Roumanie de Klaus Iohannis essaiera donc d'être à la fois européenne et atlantiste. Bien que renforcer le profil européen du pays au sens large, dans tous les domaines, restera à n'en pas douter le grand défi.

Luca Niculescu est rédacteur en chef de RFI Roumanie.

REGARD EST UNE PUBLICATION
DE FUNDATIA FRANCOFONIA

Président
Bruno Roche

Comité de direction
Laurent Couderc, Jacqueline Laye,
Bruno Roche

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro
Julia Beurq, Mihaela Cărbunaru,
Carmen Constantin, Daniela Coman,
Nicolas Don, Dimitri Dubuisson, Nicolas
Friess, Matei Martin, Jonas Mercier Mure-
Ravaud, Luca Niculescu, Dan Popa, Andrei
Popov, Benjamin Ribout, Răsvan Roceanu,
Mihaela Rodină, Michael Schroeder,
Ioana Stăncescu, Luiza Vasiliu, Marlène
Vitel, Isabelle Wesselingh

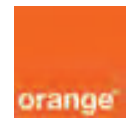
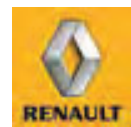
Maquette
Anamaria Pravencu

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu, Julia Beurq, Dimitri
Dubuisson, Nicolas Friess, Zsolt Reviczky,
Sorina Vasilescu, Marius Weber, Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web Master
Marius Weber

REGARD remercie vivement ses partenaires



Abonnez-vous dès maintenant à REGARD

Abonnement pour 12 mois (5 numéros)

70 RON en Roumanie
(30 euros à l'étranger)

Abonnement pour 24 mois (10 numéros)

130 RON en Roumanie
(50 euros à l'étranger)

Abonnement numérique

Gratuit via l'abonnement papier

en ligne
catalina@regard.ro
www.regard.ro

par téléphone
+ (4) 0742 204 402

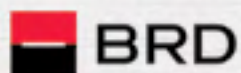


GLOBAL FINANCE:

« Safest Bank in Romania »
2014

UNE RAISON DE PLUS DE
CROIRE EN L'AVENIR

TA BANQUE. TON ÉQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

WWW.BRD.RO 